

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1998-1999

1^{er} AVRIL 1999

**Rapport d'activités 1996-1999 du Comité
d'avis pour l'égalité des chances entre
les femmes et les hommes**

RAPPORT

FAIT AU NOM
DU COMITÉ D'AVIS
POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES
ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES
PAR MME **THIJS**

Ont participé aux travaux de la commission :

1. Membres effectifs : Mmes de Bethune, présidente; Cantillon, M. Ph. Charlier, Mmes Cornet d'Elzcius, Delcourt-Pêtre, M. Happart, Mmes Leduc, Lizin, Milquet, M. Olivier et Mme Van der Wildt.

2. Autres sénatrices : Mmes Dardenne, Sémer et Thijs, rapporteuse.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1998-1999

1 APRIL 1999

**Activiteitenverslag 1996-1999 van het
Adviescomité voor gelijke kansen voor
vrouwen en mannen**

VERSLAG

NAMENS HET ADVIESCOMITÉ
VOOR GELIJKE KANSEN VOOR
VROUWEN EN MANNEN
UITGEBRACHT
DOOR MEVROUW **THIJS**

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen :

1. Vaste leden : de dames de Bethune, voorzitter; Cantillon, de heer Ph. Charlier, de dames Cornet d'Elzcius, Delcourt-Pêtre, de heer Happart, de dames Leduc, Lizin, Milquet, de heer Olivier en mevrouw Van der Wildt.

2. Andere senatoren : de dames Dardenne, Sémer en Thijs, rapporteur.

SOMMAIRE

	Pages
Introduction	3
1. Organisation	4
1.1. Historique	4
1.2. Composition	4
1.3. Objectifs et compétences	5
1.4. Règlement	5
2. Travaux	5
2.1. Avis et rapports	6
2.2. Activités dans le cadre du cinquantième du droit de vote des femmes	15
3. Conférence européenne des commissions parle- mentaires chargées de la politique d'égalité des chances des femmes et des hommes (CCEC)	16
3.1. Création	16
3.2. Première CCEC: présidence: Sénat de Belgique	20
3.3. Deuxième CCEC: présidence: Parlement portugais	22
3.4. Troisième CCEC: présidence: Cortes Generales espagnoles	24
4. Communication et information	24
4.1. Relations avec les médias	24
4.2. Site Internet de la CCEC	25
4.3. Publications	25
4.4. Relations avec la société civile	27
5. Conclusion	27
Annexes	31

INHOUD

	Blz.
Inleiding	3
1. Organisatie	4
1.1. Historiek	4
1.2. Samenstelling	4
1.3. Doelstellingen en bevoegdheden	5
1.4. Reglement	5
2. Werkzaamheden	5
2.1. Adviezen en verslagen	6
2.2. Activiteiten in het kader van vijftig jaar vrouwenstemrecht	15
3. Europese Conferentie van parlementaire gelijke- kanscommissies (CCEC)	16
3.1. Oprichting	16
3.2. Eerste CCEC: voorzitterschap: Belgische Senaat	20
3.3. Tweede CCEC: voorzitterschap: Portu- gees Parlement	22
3.4. Derde CCEC: voorzitterschap: Spaanse Cortes Generales	24
4. Communicatie en informatie	24
4.1. Relaties met de media	24
4.2. Website van de CCEC op het Internet	25
4.3. Publicaties	25
4.4. Relaties met het middenveld	27
5. Besluit	27
Bijlagen	31

INTRODUCTION

Le comité d'avis a été créé au début de 1996, dans la foulée de la Conférence de l'ONU sur les femmes qui a été organisée à Pékin, en septembre 1995. Au cours de cette conférence, tous les pays participants se sont engagés à accorder davantage d'attention aux femmes dans le processus de décision politique.

Le comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes est une initiative de toutes les sénatrices. La proposition visant à créer le comité a été adoptée le 23 novembre 1995 par la séance plénière du Sénat et consacrée dans un article *77bis* (nouveau) du règlement du Sénat.

Le présent rapport donne un aperçu de ce qu'ont été les travaux du comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes du Sénat de Belgique au cours de la présente législature.

La première partie du rapport présente l'historique, la composition, les compétences et le règlement du comité d'avis.

Au cours de sa première législature, le Comité d'avis a développé tout un éventail d'activités parlementaires. Le deuxième chapitre du présent rapport recense en détail les travaux qui ont été menés à bien au cours des années écoulées et qui comportent, outre les réunions ordinaires, une série d'auditions dont ce chapitre donne un aperçu schématique. Dans le cadre de ces réunions, le comité d'avis a adopté des avis et des rapports qui sont résumés dans ce chapitre. En 1998, le comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes a élaboré tout un programme pour commémorer le 50^e anniversaire du droit de vote des femmes.

Le rapport en donne également un aperçu succinct.

Le troisième chapitre est consacré au projet européen dont le comité d'avis assure la coordination. Ce projet vise à mettre sur pied un réseau de coopération entre les commissions chargées de la politique de l'égalité des chances pour les femmes et les hommes dans les États membres de l'Union européenne et au Parlement européen (CEEC). Cette initiative a été possible grâce au soutien de la Commission européenne (Direction générale V, Unité Égalité des chances), dans le cadre du quatrième programme d'action communautaire pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes (1996-2000). Un des points culminants de cette initiative a été la première conférence des commissions parlementaires de la CEEC qui s'est tenue au Sénat le 23 mai 1997. La conférence a adopté une recommandation visant à faire insérer le droit à l'égalité des chances des femmes et des hommes dans les Traités européens, dans le cadre du Sommet

INLEIDING

Het ontstaan van het Adviescomité begin 1996 situeert zich in het verlengde van de Wereldvrouwenconferentie van de Verenigde Naties in Peking in september 1995. Op deze conferentie werd door alle deelnemende landen het engagement genomen om meer aandacht te besteden aan vrouwen in de politieke besluitvorming.

De oprichting van het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen is een initiatief van alle vrouwelijke senatoren geweest. Dit voorstel werd tijdens de plenaire zitting van 23 november 1995 aangenomen en in het reglement van de Senaat in een nieuw artikel *77bis* opgenomen.

Voorliggend verslag biedt een overzicht van de werkzaamheden van het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen van de Belgische Senaat tijdens deze legislatuur.

In een eerste deel worden de historiek, de samenstelling, de bevoegdheden en het reglement van het Adviescomité voorgesteld.

Tijdens zijn eerste legislatuur heeft het Adviescomité een waaier van parlementaire activiteiten ontwikkeld. Het tweede hoofdstuk geeft een gedetailleerd beeld van deze werkzaamheden gedurende de voorbije jaren, waarbij naast gewone vergaderingen, ook een aantal hoorzittingen werden georganiseerd, waarvan een schematisch overzicht te vinden is. Als resultaat van deze vergaderingen bracht het Adviescomité een aantal adviezen en verslagen uit, die kort worden samengevat in dit hoofdstuk. In 1998 werkte het adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen een volledig programma uit ter herdenking van vijftig jaar vrouwenstemrecht.

Van de activiteiten in dit verband wordt ook een kort overzicht gegeven.

In het derde hoofdstuk komt het Europees project gecoördineerd door het Adviescomité aan bod. Dit project heeft als doel een samenwerkingsverband tussen parlementaire commissies bevoegd voor gelijke kansen van vrouwen en mannen in de lidstaten van de Europese Unie en in het Europees Parlement (CEEC) op te richten. Dit werd mogelijk gemaakt door de steun van de Europese Commissie (DG V - Eenheid Gelijke Kansen) in het kader van het vierde communautair actieprogramma inzake gelijke kansen voor vrouwen en mannen (1996-2000). Als een van de hoogtepunten van dit initiatief vond op 23 mei 1997 in de Senaat de eerste conferentie van de parlementaire CEEC-commissies plaats. Op de conferentie werd een aanbeveling aangenomen met als doel het opnemen van het recht op gelijkheid van vrouwen en mannen in de Europese Verdragen, naar aanleiding van de Top van Amsterdam die de werkzaamheden

d'Amsterdam, qui a clôturé les travaux de la conférence intergouvernementale, sous la présidence néerlandaise.

Le projet européen du comité d'avis a incontestablement contribué à donner plus de poids à la politique de l'égalité des chances au niveau parlementaire.

La promotion de la visibilité du travail parlementaire relatif à l'égalité des chances pour les femmes et les hommes, tant au Sénat qu'à l'extérieur de celui-ci, a débouché sur une stratégie de communication multiple, qui est commentée dans le dernier chapitre. Cette communication repose sur des conférences et des communiqués de presse, la diffusion de publications et la création d'un site Internet consacré à la CCEC.

Les publications du comité d'avis ont été largement diffusées et les contacts avec la société civile, en particulier avec les mouvements de femmes, ont été renforcés.

1. Organisation

1.1. Historique

Le comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes a été créé le 18 janvier 1996, sur la proposition de l'ensemble des sénatrices(1), à la suite de la Conférence de l'ONU sur les droits de la femme qui s'est tenue à Pékin (modification du règlement du 23 novembre 1995). Le comité d'avis a une compétence spécifique et une compétence horizontale en matière d'égalité des chances entre les femmes et les hommes, mais sa mission est purement consultative. Il peut rédiger des avis et des rapports tant à la demande d'autres commissions sénatoriales que de sa propre initiative.

Le nouveau Sénat de Belgique est, en sa qualité de chambre de réflexion, le meilleur endroit pour examiner des thèmes sociaux fondamentaux comme celui de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes. En outre, avec ses 26% de sénatrices (19 sur 73), le Sénat peut être considéré comme le moteur de la démocratie paritaire.

1.2. Composition

L'article 77bis du Règlement du Sénat prévoit la présence de suppléants au sein du comité d'avis. C'est ainsi qu'un nombre considérable de sénateurs non-membres ont assisté régulièrement aux réunions de travail.

(1) Voir: Proposition tendant à insérer, dans le Règlement du Sénat, un article 77bis instituant un comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes, de Mme de Bethune et consorts, doc. Sénat, n^{os} 1-117/1-4, SE 1995 et 1995-1996.

van de Intergouvernementele Conferentie onder het Nederlands voorzitterschap afsloot.

Het Europees project van het Adviescomité heeft ongetwijfeld bijgedragen tot het geven van gewicht aan het gelijkemansbeleid op parlementair niveau.

Het bevorderen van de visibiliteit van het parlementaire werk inzake gelijke kansen voor vrouwen en mannen, zowel binnen de Senaat als naar buiten uit, heeft geleid tot het uitwerken van een meervoudige communicatiestrategie, die in het laatste hoofdstuk wordt belicht. Dit gebeurde door middel van persconferenties en persmededelingen, door het uitgeven van publicaties en door het opzetten van een website op Internet toegespitst op de CCEC.

De publicaties van het Adviescomité werden ruim verspreid, en het contact met het middenveld, in het bijzonder met de vrouwenbeweging, werd versterkt.

1. Organisatie

1.1. Historiek

Het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen werd opgericht op 18 januari 1996 op voorstel van alle vrouwelijke Senatoren(1) als gevolg van de UNO-Conferentie van de Rechten van de Vrouw in Peking (reglementswijziging van 23 november 1995). Het Adviescomité heeft zowel een specifieke als een horizontale bevoegdheid voor gelijke kansen van vrouwen en mannen, zij het louter adviserend. Adviezen en verslagen kunnen zowel op verzoek van andere Senaatscommissies als op eigen initiatief worden uitgebracht.

De nieuwe Belgische Senaat in zijn hoedanigheid van reflectiekamer is de plaats bij uitstek om fundamentele maatschappelijke thema's, zoals gelijke kansen voor vrouwen en mannen, te behandelen. Bovendien kan de Senaat met 26% vrouwelijke senatoren (19 op 73) beschouwd worden als een motor voor paritaire democratie.

1.2. Samenstelling

Artikel 77bis van het Senaatsreglement voorziet in plaatsvervangers in het Adviescomité. Zo hebben een aanzienlijk aantal senatoren die geen lid zijn regelmatig de werkvergaderingen bijgewoond.

(1) Zie: Voorstel tot invoeging in het Reglement van de Senaat van een artikel 77bis houdende oprichting van een Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen van mevrouw de Bethune c.s., Stukken Senaat, nrs. 1-117/1-4, BZ 1995 en 1995-1996.

1.3. Objectifs et compétences

Le comité d'avis est chargé du suivi et de l'évaluation d'initiatives législatives et de la politique gouvernementale du point de vue de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

Il entend donner à la législation et à la politique des impulsions axées sur la réalisation de l'égalité des chances en usant de sa compétence consultative et en prenant lui-même des initiatives.

Enfin, il entend évaluer l'organisation et le fonctionnement de notre institution parlementaire du point de vue de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

1.4. Règlement

Le statut du comité d'avis est défini à l'article 77bis du Règlement du Sénat :

«1. Après chaque renouvellement du Sénat, l'assemblée nomme en son sein, pour la durée de la législature, un comité d'avis chargé d'examiner les questions relatives à l'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

Il est composé de quinze membres, qui sont désignés de la manière prévue à l'article 21.

2. Le comité nomme en son sein, pour la durée de la session, un président, un premier vice-président et un deuxième vice-président.

3. Le membre du comité empêché d'assister à une réunion peut se faire remplacer par un membre de son groupe. Il en informe le président.

4. Le comité a pour mission de donner des avis sur les questions relatives à l'égalité des chances entre les femmes et les hommes, soit à la demande du président du Sénat, conformément aux dispositions de l'article 24, soit de sa propre initiative.

5. Pour le surplus, et dans les limites des attributions que lui reconnaît la présente disposition, le comité organise ses travaux et délibère conformément aux dispositions applicables aux commissions permanentes. (Adopté le 23 novembre 1995). »

2. Travaux

Au cours de la présente législature, le comité d'avis a émis dix avis. Il a en outre rédigé trois rapports concernant des discussions sur des thèmes spécifiques. Au total, le comité d'avis s'est réuni durant environ 140 heures (1).

(1) Pour un aperçu schématique des travaux du comité d'avis, voir l'annexe 1. Pour les coordonnées des experts entendus par le comité d'avis, voir l'annexe 2.

1.3. Doelstellingen en bevoegdheden

Het Adviescomité beoogt de opvolging en de evaluatie van wettelijke initiatieven en van het regeringsbeleid vanuit het gezichtspunt van gelijke kansen voor vrouwen en mannen.

Het wil impulsen geven voor wetgeving en beleid gericht op gelijke kansen via het gebruik van de adviesbevoegdheid en via het ontwikkelen van eigen initiatieven.

Tenslotte wil het de organisatie en de werking van de eigen parlementaire instelling evalueren vanuit het gezichtspunt van gelijke kansen voor vrouwen en mannen.

1.4. Reglement

Het statuut van het Adviescomité wordt bepaald in artikel 77bis van het Reglement van de Senaat :

«1. Na iedere vernieuwing van de Senaat benoemt de vergadering voor de gehele zittingstermijn uit haar midden een adviescomité dat belast is met het onderzoek van de aangelegenheden die de gelijke kansen voor vrouwen en mannen betreffen.

Het is samengesteld uit vijftien leden die worden aangewezen op de wijze bepaald in artikel 21.

2. Het comité benoemt onder zijn leden, voor de duur van de zitting een voorzitter, een eerste ondervoorzitter en een tweede ondervoorzitter.

3. Het lid van het comité dat een vergadering niet kan bijwonen, kan zich laten vervangen door een lid van zijn of haar fractie. Het lid stelt de voorzitter van die vervanging in kennis.

4. Het comité heeft tot taak, op verzoek van de voorzitter van de Senaat overeenkomstig het bepaalde artikel 24 of op eigen initiatief, adviezen te verstrekken betreffende de gelijke kansen voor vrouwen en mannen.

5. Voor het overige, en binnen de perken van de in deze bepaling omschreven bevoegdheden, regelt het comité zijn werkzaamheden en beraadslaagt het overeenkomstig de bepalingen die op de vaste commissies van toepassing zijn. (Aangenomen op 23 november 1995). »

2. Werkzaamheden

Tijdens deze legislatuur bracht het Adviescomité 10 adviezen uit. Daarnaast werden nog drie verslagen van besprekingen rond specifieke thema's opgesteld. In totaal vergaderde het adviescomité ongeveer 140 uren (1).

(1) Zie voor het schematisch overzicht van de werkzaamheden van het Adviescomité: bijlage 1. Zie voor overzicht van de door het Adviescomité gehoorde experts: bijlage 2.

Dans l'ordre chronologique, le comité d'avis a rédigé les avis et rapports suivants :

2.1. Avis et rapports

Au cours de sa première année de fonctionnement, le comité d'avis a formulé les avis et rapports suivants :

- *Avis relatif à la note de politique du gouvernement au Parlement concernant la conférence intergouvernementale de 1996*

— Rapport fait par Mme Delcourt-Pêtre

— Doc Sénat, n° 1-129/6, 1995-1996

— Les amendements au sujet desquels le Comité d'avis se prononce sont des amendements au projet de mémorandum proposé par le comité d'avis fédéral chargé des questions européennes qui ont été déposés par Mme Bribosia, Mme Lizin, Mme de Bethune, Mme Hermans et Mme 'T Serclaes.

— Adopté par le comité d'avis le 1^{er} février 1996, à l'unanimité des voix pour ce qui est du premier amendement et par 8 voix et 1 abstention pour ce qui est du second.

Le comité d'avis fédéral chargé des questions européennes a proposé un projet de mémorandum sur la conférence intergouvernementale 1996. À la lumière de ce projet, le comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes s'est prononcé en faveur de deux propositions d'amendement de ce projet de mémorandum qui ont été déposés par un certain nombre de sénatrices. Le comité d'avis constate que les femmes sont encore fortement sous-représentées dans le processus décisionnel, et ce, tant au niveau européen qu'au niveau national.

Le comité d'avis considère que la mise en œuvre du principe de l'égalité des femmes et des hommes doit être formulé en tant qu'objectif général de la politique européenne et plaide en particulier pour l'introduction de la notion de « démocratie paritaire » en droit communautaire.

- *Avis relatif à la proposition de loi visant à réduire la violence conjugale et à la proposition de loi abrogeant l'article 413 du Code pénal*

— Rapport fait par Mme Delcourt-Pêtre

— Doc. Sénat, n° 1-269/2, 1995-1996

— Provenant de :

— la proposition de loi déposée par Mme Lizin et consorts (doc. Sénat, n° 1-269/1, 1995-1996) visant à réduire à la violence conjugale;

In chronologische volgorde bracht het Adviescomité de volgende adviezen en verslagen uit :

2.1. Adviezen en verslagen

Tijdens haar eerste werkingsjaar bracht het Adviescomité volgende adviezen en verslagen uit :

- *Advies over de beleidsnota van de regering aan het Parlement betreffende de Intergouvernementele Conferentie van 1996*

— Verslag uitgebracht door mevrouw Delcourt-Pêtre

— Stuk, Senaat, nr. 1-129/6, 1995-1996

— De amendementen waarover het Adviescomité zich uitspreekt werden door mevrouw Bribosia, mevrouw Lizin, mevrouw de Bethune, mevrouw Hermans en mevrouw 'T Serclaes ingediend op het ontwerp van memorandum voorgesteld door het federaal Adviescomité voor Europese Aangelegenheden.

— Aangenomen door het Adviescomité op 1 februari 1996, bij eenparigheid van stemmen voor het eerste amendement, en met 8 stemmen bij 1 onthouding voor het tweede amendement.

Het federaal Adviescomité voor Europese aangelegenheden stelde een ontwerp van memorandum voor over de Intergouvernementele Conferentie 1996. In het licht daarvan sprak het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen zich uit in het voordeel van twee amendementen ingediend op dit ontwerp van memorandum door een aantal vrouwelijke senatoren. Het Adviescomité stelt vast dat, zowel op het Europese als op het nationale vlak, de vrouwen nog steeds sterk ondervertegenwoordigd zijn in de besluitvorming.

Het Adviescomité is van oordeel dat het beginsel van de gelijkheid van vrouwen en mannen als een algemene doelstelling van het Europees beleid dient te worden geformuleerd en pleit in het bijzonder voor de invoering van de notie « paritaire democratie » in het communautaire recht.

- *Advies met betrekking tot het wetsvoorstel strekkende om het echtelijke geweld aan banden te leggen en het wetsvoorstel tot opheffing van artikel 413 van het Strafwetboek*

— Verslag uitgebracht door mevrouw Delcourt-Pêtre

— Stuk Senaat, nr. 1-269/2, 1995-1996

— Uitgaande van :

— het wetsvoorstel ingediend door mevrouw Lizin c.s. (Stuk Senaat, nr. 1-269/1, 1995-1996) strekkende om het echtelijk geweld aan banden te leggen;

— la proposition de loi déposée par M. Coveliers (doc. Sénat, n° 1-300/1, 1995-1996) abrogeant l'article 413 du Code pénal

— Adopté à l'unanimité des voix par le Comité d'avis, le 9 juillet 1996.

Après une audition d'experts, le comité d'avis a émis l'avis suivant: le comité d'avis soutient les propositions de loi de Mme Lizin et consorts et de M. Coveliers visant respectivement à réduire la violence conjugale et à abroger l'article 413 du Code pénal, qui institue une cause d'excuse pour les actes de violence commis en cas de flagrant délit d'adultère. Le comité d'avis plaide également pour une extension des possibilités de constatation d'actes de violence entre partenaires par le ministère public et demande que les organisations qui fournissent une aide aux victimes de violences conjugales puissent ester en justice, avec le consentement de celles-ci.

Cette proposition est devenue loi au cours de la présente législature(1).

• *Avis relatif à l'égalité entre les hommes et les femmes en matière de pensions*

— Rapport fait par Mme Bribosia-Picard

— Doc. Sénat, n° 1-387/1, 1995-1996

— Adopté à l'unanimité des voix par le Comité d'avis, le 12 juillet 1996.

Le comité d'avis constate que les inégalités persistantes en matière de pension entre les hommes et les femmes trouvent leur origine dans une inégalité de fait en matière d'emploi et de rémunération et qu'il conviendrait, en conséquence, de prévoir des mesures spécifiques pour les femmes en matière d'emploi et de salaires.

Le comité d'avis se prononce dès lors en faveur de l'égalisation progressive, à terme, des droits entre les hommes et les femmes dans tous les secteurs de la sécurité sociale, particulièrement dans celui des pensions, quant à l'âge de la retraite, au mode de calcul des pensions et au droit aux diverses allocations sociales.

• *Évaluation des mesures annoncées par le gouvernement dans le secteur des pensions et des travailleurs salariés, en ce qui concerne l'égalité entre les hommes et les femmes*

— Rapport fait par Mme Bribosia-Picard

— Doc. Sénat, n° 1-387/2, 1996-1997

(1) *Moniteur belge* du 6 février 1998 (err. 18 août 1998).

— het wetsvoorstel ingediend door de heer Coveliers (Stuk Senaat, nr. 1-300/1, 1995-1996), tot opheffing van artikel 413 van het Strafwetboek

— Aangenomen door het Adviescomité op 9 juli 1996, bij eenparigheid van stemmen.

Na een hoorzitting met experts bracht het Adviescomité volgend advies uit: het Adviescomité steunt de wetsvoorstellen van mevrouw Lizin c.s. en de heer Coveliers respectievelijk om het echtelijk geweld aan banden te leggen en tot opheffing van artikel 413 van het Strafwetboek, dat een verschoningsgrond voor gewelddaden gepleegd bij betrapting op overspel invoert. Tevens pleit het Adviescomité voor een uitbreiding van de mogelijkheden van het openbaar ministerie inzake het vaststellen van geweldpleging tussen partners en vraagt dat organisaties die hulp verlenen aan slachtoffers van partnergeweld, met instemming van deze laatsten, in rechte kunnen optreden.

Dit wetsvoorstel werd tijdens deze legislatuur wet(1).

• *Advies met betrekking tot gelijkberechtiging van mannen en vrouwen inzake de hervorming van pensioenen*

— Verslag uitgebracht door mevrouw Bribosia-Picard

— Stuk Senaat, nr. 1-387/1, 1995-1996

— Aangenomen door het Adviescomité op 12 juli 1996, bij eenparigheid van stemmen.

Het Adviescomité stelt vast dat de blijvende ongelijkheden in de pensioenen van mannen en vrouwen veroorzaakt worden door een feitelijke ongelijkheid in de tewerkstelling en het loon en dat bijgevolg specifieke tewerkstellings- en loonmaatregelen moeten worden genomen voor de vrouwen.

Het Adviescomité pleit bijgevolg voor een geleidelijke invoering op termijn van gelijke rechten voor vrouwen en mannen in alle sectoren van de sociale zekerheid en in het bijzonder in de pensioensector op het vlak van de pensioenleeftijd, de berekeningswijze van de pensioenen en het recht op de verschillende sociale uitkeringen.

• *Evaluatie van de aangekondigde regeringsmaatregelen in de sector van de werknemerspensioenen, met betrekking tot gelijkberechtiging van mannen en vrouwen*

— Verslag uitgebracht door mevrouw Bribosia-Picard

— Stuk Senaat, nr. 1-387/2, 1996-1997

(1) *Belgisch Staatsblad* van 6 februari 1998 (err. 18 augustus 1998).

— Approuvé à l'unanimité des voix par le Comité d'avis, le 23 janvier 1997

Cette évaluation a eu lieu en présence de M. Colla, ministre de la Santé publique et des pensions, compte tenu des principes qui avaient été formulés dans l'avis du 12 juillet 1996 (doc. Sénat, n° 1-387/1, 1995-1996.).

Les mesures gouvernementales visent à faire en sorte que l'on puisse continuer à financer des pensions à l'intention des futures générations. Les réformes impliquent non seulement les opérations budgétaires, mais aussi l'adaptation du régime aux changements de la société.

• *Évaluation des mesures annoncées par le gouvernement dans le secteur des pensions des travailleurs indépendants*

— Rapport fait par Mme Nelis-Van Liedekerke

— Doc. Sénat, n° 1-387/3, 1996-1997

— Approuvé à l'unanimité des voix par le Comité d'avis, le 23 janvier 1997.

Le Comité d'avis a clôturé ses travaux concernant la réforme des pensions en émettant un avis sur les mesures gouvernementales annoncées dans le secteur des pensions des travailleurs indépendants. Le ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises et le ministre de la Santé publique et des Pensions ont exposé les mesures gouvernementales au cours de la réunion et ont répondu aux questions posées.

Le 18 décembre 1997, l'assemblée plénière du Sénat a adopté une résolution relative aux droits dérivés en sécurité sociale(1).

• *Avis relatif au Fonds des équipements et des services collectifs et au financement de l'accueil des enfants*

— Rapport fait par Mme Delcourt-Pêtre

— Doc. Sénat, n° 1-678/1, 1996-1997

— Adopté par le Comité d'avis le 11 juin 1997, à l'unanimité des voix.

Dans la perspective de la conférence interministérielle sur l'enfance du 23 juin 1997, le Comité d'avis a proposé d'élaborer une solution structurelle pour ce qui est du financement de l'accueil des enfants.

En effet, la loi-programme de 1996 a mis fin au financement fédéral de l'accueil des enfants par le biais du Fonds des équipements et des services collec-

— Goedgekeurd door het Adviescomité op 23 januari 1997, bij eenparigheid van stemmen

Deze evaluatie vond plaats in aanwezigheid van de heer Colla, minister van Volksgezondheid en Pensioenen, in het licht van de beginselen die werden geformuleerd in het advies van 12 juli 1996 (Stuk Senaat, nr. 1-387/1, 1995-1996.).

De regeringsmaatregelen hebben als doel om het pensioenstelsel ook voor de toekomstige generaties betaalbaar te houden. De hervormingen betreffen niet alleen budgettaire operaties, maar ook de aanpassing van het stelsel aan de maatschappelijke veranderingen.

• *Evaluatie van de aangekondigde regeringsmaatregelen in de sector van de pensioenen voor zelfstandigen*

— Verslag uitgebracht door mevrouw Nelis-Van Liedekerke

— Stuk. Senaat, nr. 1-387/3, 1996-1997

— Goedgekeurd door het Adviescomité op 23 januari 1997, bij eenparigheid van stemmen.

Het Adviescomité maakte zijn oefening met betrekking tot de pensioenhervorming rond door een advies uit te brengen over de aangekondigde regeringsmaatregelen in de sector van de pensioenen voor de zelfstandigen. De ministers van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en van Volksgezondheid en Pensioenen zetten in de vergadering de regeringsmaatregelen uiteen en antwoordden op de gestelde vragen.

Op 18 december 1997 werd door de plenaire vergadering van de Senaat een Resolutie aangenomen betreffende de afgeleide rechten in de sociale zekerheid(1).

• *Advies betreffende het Fonds voor Collectieve Uitrustingen en Diensten en de financiering van de kinderopvang*

— Verslag uitgebracht door mevrouw Delcourt-Pêtre

— Stuk Senaat, nr. 1-678/1, 1996-1997

— Aangenomen door het Adviescomité op 11 juni 1997, bij eenparigheid van stemmen.

In het vooruitzicht van de interministeriële conferentie over het kind op 23 juni 1997 stelde het Adviescomité voor om een structurele oplossing uit te werken voor de financiering van de kinderopvang.

Door de programmawet van 1996 werd immers de federale financiering van de kinderopvang via het Fonds voor Collectieve Uitrustingen en Diensten

(1) Voir doc. Sénat, n°s 1-699/1-4, 1997-1998.

(1) Zie Stukken Senaat, nrs. 1-699/1-4, 1997-1998.

tifs (FESC) pour le transférer aux communautés. Le comité d'avis demande plus particulièrement que les communautés et les régions prennent en temps voulu les dispositions nécessaires pour garantir le fonctionnement des organismes et services concernés.

Le comité d'avis demande en outre que l'on donne un caractère structurel à la cotisation de 0,05 % sur la masse salariale globale (qui a été accordée dans le cadre de la concertation interprofessionnelle). Ces moyens ne peuvent plus être affectés à des objectifs autres que les objectifs en matière d'accueil extrascolaire, flexible et urgent.

Conformément à l'article 40, § 1^{er}, de la loi du 22 février 1998 portant des dispositions sociales, il a été tenu compte de l'avis du comité d'avis au § 1^{er}.

• *Avis relatif à l'évaluation du Traité européen d'Amsterdam concernant l'égalité des femmes et des hommes*

— Rapport fait par Mme Bribosia-Picard.

— Doc. Sénat, n° 1-752/1, 1997-1998.

— Adopté à l'unanimité des voix par le Comité d'avis, le 19 novembre 1997.

Le comité d'avis a procédé à un échange de vues avec la ministre de l'Emploi et du Travail, qui a la politique de l'égalité des chances dans ses attributions, sur les résultats du Sommet d'Amsterdam en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Sur la base d'auditions d'experts et de représentants du Parlement européen, de la CEF et des conseils des femmes, le comité d'avis, conclut dans son avis, que le Traité d'Amsterdam pouvait être adopté et ratifié, étant donné que l'on progresse sur plusieurs points en matière d'égalité des chances entre les femmes et les hommes. Le comité d'avis recommande en outre d'inscrire, dans une perspective d'avenir, dans le Traité, le droit fondamental à l'égalité des femmes et des hommes en tant que tel et d'y ajouter un chapitre spécifique sur l'égalité des femmes et des hommes dans des domaines autres que celui de la vie professionnelle, de manière que l'on puisse développer une politique globale cohérente.

• *Avis relatif à la note introductive à un débat concernant les implications de la société de l'information*

— Rapport fait par Mme Nelis-Van Liedekerke

— Doc. Sénat, n° 1-751/2, 1997-1998

— Adopté à l'unanimité des voix par le comité d'avis, le 9 juillet 1998.

(FCUD) stopgezet om ze over te hevelen naar de gemeenschappen. Het Adviescomité vraagt in het bijzonder dat de gemeenschappen en de gewesten tijdig de nodige regelingen zouden treffen om de werking van de betrokken instellingen en diensten te waarborgen.

Het Adviescomité vraagt bovendien dat de bijdrage van 0,05 % van de totale loonmassa (toegekend in het kader van het interprofessioneel overleg) een structureel karakter zou krijgen. Deze middelen mogen niet meer worden aangewend voor andere doeleinden dan die inzake buitenschoolse, flexibele en urgentieopvang.

Overeenkomstig artikel 40 van de wet van 22 februari 1998 houdende sociale bepalingen werd in § 1 tegemoetgekomen aan het advies van het Adviescomité.

• *Advies betreffende de evaluatie van het Europees Verdrag van Amsterdam in het licht van de gelijkheid van vrouwen en mannen*

— Verslag uitgebracht door mevrouw Bribosia-Picard.

— Stuk Senaat, nr. 1-752/1, 1997-1998.

— Aangenomen door het Adviescomité op 19 november 1997, bij eenparigheid van stemmen.

Het Adviescomité hield een gedachtewisseling met de minister van Tewerkstelling en Arbeid en belast met het gelijkekansenbeleid over de resultaten van de Top van Amsterdam op het vlak van gelijkheid van vrouwen en mannen.

Op basis van hoorzittingen met experts en vertegenwoordigers van het Europees Parlement, het EVV en de vrouwenraden, concludeerde het Adviescomité in zijn advies dat het Verdrag van Amsterdam aangenomen en geratificeerd mocht worden aangezien er inzake gelijke kansen voor vrouwen en mannen op verscheidene punten vooruitgang werd geboekt. Het Adviescomité beveelt bovendien naar de toekomst toe aan dat het fundamenteel recht op gelijkheid van vrouwen en mannen in het Verdrag als zodanig zou worden opgenomen alsook het toevoegen van een specifiek hoofdstuk over de gelijkheid van vrouwen en mannen op andere vlakken dan het beroepsleven zodanig dat er een samenhangende totaalaanpak mogelijk wordt.

• *Advies betreffende de inleiding tot een debat over de gevolgen van de informatiemaatschappij*

— Verslag uitgebracht door mevrouw Nelis-Van Liedekerke

— Stuk Senaat, nr. 1-751/2, 1997-1998

— Aangenomen door het Adviescomité op 9 juli 1998, bij eenparigheid van stemmen.

Cet avis s'inscrit dans le cadre du débat sur les implications de la société de l'information, qui aura lieu au Sénat en automne. Les commissions font toutes rapport sur un thème choisi par elles. Le 30 janvier 1998, le comité d'avis a organisé une audition de divers experts concernant les thèmes «Les femmes et Internet» et «La pédophilie et Internet». Sur la base de cette audition et après un échange de vues approfondi, le comité d'avis a émis un avis reprenant les lignes de force suivantes :

a) Les femmes et Internet

— il faut développer la recherche sur l'impact des technologies de l'information et de la communication (TIC) sur la société et sur le marché du travail;

— à la lumière de la constatation que les femmes participent moins que les hommes aux nouvelles TIC, le comité d'avis propose :

1° d'encourager les filles, dès qu'un choix d'études leur est offert dans l'enseignement secondaire, à opter pour des orientations scientifiques et techniques;

2° d'offrir à toutes les écoles la possibilité de familiariser leurs élèves avec les TIC;

3° de soutenir les ONG et les organisations de défense des intérêts de la femme, afin qu'elles puissent fournir des formations aux femmes;

4° que le Service de l'égalité des chances et le Conseil fédéral de l'égalité des chances soient rapidement présents sur Internet;

5° d'encourager les producteurs de TIC à mettre au point un matériel TIC adapté au mode de vie et aux besoins tant des hommes que des femmes;

6° de faciliter l'accès des femmes à la profession d'entrepreneur;

7° aux pouvoirs publics, de veiller à ce que les entreprises proposent la formation nécessaire à tous les travailleurs;

8° d'élaborer un statut social acceptable pour les travailleurs qui optent pour le télétravail à domicile;

9° de tenter de briser le monopole de la langue anglaise sur Internet.

b) La pédophilie et Internet

— il faut que la commission de la Justice étudie en profondeur la problématique globale de la pédophilie et Internet, ainsi que la provocation policière;

— il faut assurer un archivage centralisé des images de pornographie infantine aux niveaux fédéral européen et international;

— il faut organiser une coopération structurelle entre le Point de contact pornographie infantine sur

Dit advies kadert in het debat over de gevolgen van de informatiemaatschappij dat in het najaar in de Senaat zal worden gehouden. Alle commissies brengen verslag uit over een door hen gekozen thema. Het Adviescomité hield op 30 januari 1998 een hoorzitting met verscheidene experts rond de thema's «Vrouwen en Internet» en «Pedofilie en Internet». Op basis van deze hoorzitting en na een grondige gedachtewisseling bracht het Adviescomité een advies uit met de volgende krachtlijnen :

a) Vrouwen en Internet

— er moet meer onderzoek verricht worden naar de impact van de informatie- en communicatietechnologieën (ICT's) op de maatschappij en de arbeidsmarkt;

— in het licht van de vaststelling dat vrouwen minder participeren aan de nieuwe ICT's in vergelijking tot mannen, stelt het Adviescomité het volgende voor :

1° meisjes moeten bij hun studiekeuze in het middelbaar onderwijs reeds gestimuleerd worden om te kiezen voor wetenschappelijk-technische richtingen;

2° alle scholen moeten de mogelijkheid krijgen hun leerlingen in de klas vertrouwd te maken met de ICT;

3° NGO's en instellingen die de belangen van vrouwen behartigen, moeten worden ondersteund zodat zij opleiding kunnen verschaffen aan vrouwen;

4° de Dienst Gelijke Kansen en de federale Raad voor Gelijke Kansen moeten zo snel mogelijk aanwezig zijn op Internet;

5° producenten van ICT's moeten worden aangemoedigd ICT-apparatuur te ontwikkelen die afgestemd is op de levensstijl en de behoeften van zowel mannen als vrouwen;

6° de toegang tot het vrouwelijk ondernemerschap moet worden ondersteund;

7° de overheid moet erop toezien dat in het bedrijfsleven de nodige vorming wordt voorzien voor alle werknemers;

8° er moet een aanvaardbaar sociaal statuut worden uitgewerkt voor thuiswerkers die kiezen voor teleworking;

9° het monopolie van de Engelse taal op Internet moet worden doorbroken.

b) Pedofilie en Internet

— de commissie voor Justitie moet de globale problematiek van pedofilie en Internet grondig bestuderen, alsook de politie-provocatie;

— in beslag genomen kinderpornografisch beeldmateriaal moet centraal op federaal, Europees en internationaal niveau worden gearchiveerd;

— een structurele samenwerking tussen het Meldpunt Kinderpornografie op Internet van de gerechte-

Internet de la police judiciaire et le Centre pour enfants disparus et assassinés.

• *Avis concernant la proposition de résolution relative à la problématique de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans le cadre de la réorganisation de la police et la proposition de résolution relative à une procédure exceptionnelle de recrutement des femmes policières, à l'occasion de la réforme des polices*

— Rapport fait par M. Caluwé.

— doc. Sénat, n° 1-754/4, 1997-1998.

— Adopté par le comité d'avis le 9 juillet 1998, à l'unanimité des voix.

Cette initiative a été prise conjointement avec la commission de l'Intérieur.

Eu égard aux résolutions déjà déposées en la matière(1), des auditions d'experts étrangers et belges ont été organisées le 20 mai 1998. Le comité d'avis a recommandé d'adopter ces deux résolutions, sous réserve d'amendement d'une série de points concrets.

Le comité d'avis a transmis son avis aux négociateurs politiques de l'accord octopartite. Dans la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, a été inséré un article 129, dont le dispositif est le suivant: «Le statut des fonctionnaires de police garantit l'égalité des chances entre femmes et hommes au sein de la police fédérale et de la police locale. Sous réserve des dispositions relatives à la protection de la maternité applicables au personnel de la fonction publique, le personnel féminin est soumis aux mêmes conditions de travail que le personnel masculin appartenant au même corps.»

• *Avis relatifs aux rapports au Parlement que le gouvernement fédéral doit établir en exécution de la loi du 6 mars 1996 visant au contrôle de l'application des résolutions de la Conférence mondiale sur les femmes réunie à Pékin du 4 au 14 septembre 1995 — décembre 1996 et décembre 1997*

En application de la loi du 6 mars 1996 visant au contrôle de l'application des résolutions de la Confé-

lijke politie en het Centrum voor Vermiste en Vermoorde Kinderen moet worden geactiveerd.

• *Advies betreffende het voorstel van resolutie betreffende de gelijke kansen voor vrouwen en mannen bij de reorganisatie van de politie en het voorstel van resolutie betreffende het vaststellen van een bijzondere procedure om naar aanleiding van de politie-hervorming vrouwelijke politieagenten in dienst te nemen*

— Verslag uitgebracht door de heer Caluwé.

— Stuk Senaat, nr. 1-754/4, 1997-1998.

— Aangenomen door het Adviescomité op 9 juli 1998, bij eenparigheid van stemmen.

Dit initiatief was een gezamenlijk initiatief met de commissie voor de Binnenlandse Aangelegenheden.

Vertrekkende van de terzake reeds ingediende resoluties(1) werden er op 20 mei 1998 hoorzittingen gehouden met buitenlandse en Belgische experts. Het Adviescomité beveelde aan beide resoluties goed te keuren mits amendering op een aantal concrete punten.

Het Adviescomité maakte zijn advies over aan de politieke onderhandelaars in het Octopus-overleg. In de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus, werd een artikel 129 opgenomen dat uitdrukkelijk het volgende bepaalt: «Het statuut van de politieambtenaren waarborgt de gelijke kansen van vrouwen en mannen in de federale en in de lokale politie. Onder voorbehoud van de bepalingen betreffende de bescherming van het moederschap die van toepassing zijn op het personeel van het openbaar ambt, zijn de vrouwelijke personeelsleden aan dezelfde arbeidsvoorwaarden onderworpen als het mannelijk personeel dat tot hetzelfde korps behoort.»

• *Adviezen betreffende de Verslagen aan het Parlement van de federale regering ter uitvoering van de wet van 6 maart 1996 strekkende tot controle op de toepassing van de resoluties van de Wereldvrouwenconferentie die van 4 tot 14 september 1995 in Peking heeft plaatsgehad — december 1996 en december 1997*

Naar aanleiding van de wet van 6 maart 1996, strekkende tot controle op de toepassing van de reso-

(1) Proposition de résolution relative à la problématique de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans le cadre de la réorganisation de la police, déposée par Mme de Bethune et consorts, doc. Sénat, n° 1-754/1, 1997-1998, et proposition de résolution relative à une procédure exceptionnelle de recrutement des femmes policières, à l'occasion de la réforme des polices, déposée par Mme Lizin, doc. Sénat, n° 1-910/1, 1997-1998.

(1) Voorstel van resolutie betreffende de gelijke kansen voor vrouwen en mannen bij de reorganisatie van de politie, ingediend door mevrouw de Bethune c.s., Stuk Senaat, nr. 1-754/1, 1997-1998 en Voorstel van resolutie betreffende het vaststellen van een bijzondere procedure om naar aanleiding van de politie-hervorming vrouwelijke politieagenten in dienst te nemen, ingediend door mevrouw Lizin, Stuk Senaat, nr. 1-910/1, 1997-1998.

rence mondiale de l'ONU sur les femmes (Pékin 1995), des échanges de vues ont lieu annuellement avec les ministres compétents. Cette loi — qui a vu le jour après une initiative parlementaire des membres du comité d'avis(1) — dispose en effet que le gouvernement et les ministres ou secrétaires d'État chargés de la politique de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes et de la coopération au développement doivent chaque année faire rapport au Parlement au sujet de la politique menée conformément aux objectifs de la quatrième Conférence mondiale de l'ONU sur les femmes. L'exécution de cette loi est contrôlée au sein du comité d'avis. C'est ainsi qu'ont eu lieu, en mars 1997 et en février 1998, des échanges de vues avec Mme M. Smet, ministre de l'Emploi et du Travail ayant la politique de l'égalité des chances dans ses attributions et M. R. Moreels, secrétaire d'État à la Coopération au développement, sur leur rapport au Parlement.

1) Avis relatif au rapport au Parlement du secrétaire d'État chargé de la Coopération au développement en exécution de la loi du 6 mars 1996 visant au contrôle de l'application des résolutions de la Conférence mondiale sur les femmes, réunie à Pékin du 4 au 14 septembre 1995 — décembre 1996

- Rapport fait par Mme Thijs;
- Doc. Sénat, n° 1-1095/1, 1997-1998;
- Adopté par le comité d'avis le 9 juillet 1998, à l'unanimité des voix.

Des auditions d'experts, de représentants d'organisations européennes et internationales et d'ONG ont été organisées après l'échange de vues avec le secrétaire d'État à la Coopération au développement.

Dans son avis, le comité d'avis a déclaré qu'il approuve les options politiques générales définies dans le rapport du secrétaire d'État, mais qu'à son avis, les priorités politiques sont insuffisamment concrétisées. Un plan d'action concret est nécessaire. Le comité d'avis propose diverses mesures en vue d'étoffer un tel plan d'action. En voici quelques exemples: le renforcement de la cellule «Femmes et Développement» au cabinet du secrétaire d'État, la valorisation de la Commission «Femmes et développement», la collecte de données statistiques pouvant être ventilées sur la base du sexe, l'introduction d'un rapport sur l'incidence «hommes/femmes» des projets, la valorisation de l'aspect sexospécifique dans l'attribution des budgets, l'introduction d'une

(1) Voir: proposition de loi de Mme Lizin visant au contrôle de l'application des résolutions de la Conférence mondiale sur les femmes réunie à Pékin du 4 au 14 septembre 1995, doc. Sénat, n° 1-124/1, 1995-1996.

luties van de UNO Wereldvrouwenconferentie (Peking 1995), vinden jaarlijks gedachtewisselingen plaats met de bevoegde ministers. Deze wet — die tot stand kwam na een parlementair initiatief van de leden van het Adviescomité(1) bepaalt immers dat de regering en de ministers of staatssecretarissen die belast zijn met het beleid van gelijke kansen voor vrouwen en mannen en van ontwikkelingssamenwerking jaarlijks verslag moeten uitbrengen aan het Parlement over het beleid gevoerd overeenkomstig de doelstellingen van de vierde UNO Wereldvrouwenconferentie. De uitvoering van deze wet wordt in de schoot van het Adviescomité gecontroleerd. Zo vonden in maart 1997 en in februari 1998 gedachtewisselingen plaats met mevrouw M. Smet, minister voor Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen en met de heer R. Moreels, staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, over hun verslag aan het Parlement.

1) Advies betreffende het Verslag aan het Parlement van de staatssecretaris belast met de Ontwikkelingssamenwerking ter uitvoering van de wet van 6 maart 1996 strekkende tot controle op de toepassing van de resoluties van de Wereldvrouwenconferentie die van 4 tot 14 september 1995 in Peking heeft plaatsgehad — december 1996

- Verslag uitgebracht door mevrouw Thijs;
- Stuk Senaat, nr. 1-1095/1, 1997-1998;
- Aangenomen door het Adviescomité op 9 juli 1998, bij eenparigheid van stemmen.

Na de gedachtewisseling met de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking, werden hoorzittingen gehouden met experts, vertegenwoordigers van Europese en internationale organisaties en NGO's.

In zijn advies verklaarde het Adviescomité zich akkoord met de algemene beleidsopties die in het verslag van de staatssecretaris zijn opgenomen, maar benadrukt dat de beleidsprioriteiten onvoldoende worden geconcretiseerd. Er is nood aan een concreet actieplan. Het Adviescomité stelt verschillende maatregelen voor ter stoffering van dergelijk actieplan. Voorbeelden hiervan zijn: de versterking van de cel «Vrouwen en Ontwikkeling» op het kabinet van de staatssecretaris, het valoriseren van de commissie «Vrouwen en ontwikkeling», het verzamelen van statistische gegevens die opsplitsbaar zijn op basis van geslacht, gendereffectrapportage introduceren in de evaluatie van projecten, het valoriseren van het «gender-aspect» in de budgettoekenning, introductie

(1) Zie: wetsvoorstel van mevrouw Lizin strekkende tot controle op de toepassing van de resoluties van de Wereldvrouwenconferentie die van 4 tot 14 september 1995 in Peking heeft plaatsgehad, Stuk Senaat, nr. 1-124/1, 1995-1996.

politique d'action positive au sein de l'AGCD, l'organisation d'une formation relative à l'aspect hommes/femmes à l'intention des fonctionnaires compétents, la préservation de l'accord de coopération sur les sexes spécifiques à l'intention des ONG, la mise en évidence du rôle des organisations de femmes du Sud.

Le comité d'avis a également proposé des mesures visant à une utilisation plus efficace des instruments existants qui permettent d'aborder, à l'échelon international, la problématique hommes/femmes.

Finalement, le comité d'avis a formulé en ce qui concerne les cinq secteurs ou domaines prioritaires sur lesquels la coopération au développement belge se concentre, des propositions tenant compte de la dimension «hommes/femmes», et axées spécifiquement sur les femmes.

2) *Avis relatif au rapport au Parlement de la ministre qui a la politique d'égalité des chances entre les hommes et les femmes dans ses attributions, établi en exécution de la loi du 6 mars 1996 visant au contrôle de l'application des résolutions de la Conférence mondiale sur les femmes qui s'est réunie du 4 au 14 septembre 1995 à Pékin — décembre 1997*

— Rapport fait par Mme Van der Wildt;

— Doc. Sénat, n° 1-1095/2, 1998-1999;

— Adopté par le comité d'avis le 1^{er} avril 1999, à l'unanimité des voix.

• *Rapport de la Conférence des commissions parlementaires chargées de la politique de l'égalité des chances des femmes et des hommes dans les États membres de l'Union européenne et au Parlement européen (II^e CCEC), Lisbonne, 29 et 30 octobre 1998*

— Rapport fait par Mme Lizin;

— Doc. Sénat, n° 1-1318/1, 1998-1999;

— Approuvé par le comité d'avis le 1^{er} avril 1999, à l'unanimité des voix.

cf. *infra* point 3.3.

• *Avis relatif à diverses propositions visant à promouvoir la participation égale des femmes et des hommes à la prise de décisions politiques*

— Rapport fait par Mme Delcourt-Pêtre;

— Doc. Sénat, n° 1-584/2, 1998-1999;

— Adopté à l'unanimité des voix par le comité d'avis, le 4 février 1999.

En guise d'introduction à l'examen des diverses propositions relatives à la participation égale des femmes et des hommes à la prise de décisions politiques, le comité d'avis a organisé une audition d'une

van een positief actiebeleid binnen het ABOS, het organiseren van gendertraining voor de bevoegde ambtenaren, het vrijwaren van het gendersamenwerkingsverband voor de NGO's, het zichtbaar maken van de rol van vrouwenorganisaties uit het Zuiden.

Het Adviescomité stelde tevens maatregelen voor zodat het bestaande instrumentarium om de genderproblematiek op internationaal niveau aan te kaarten, efficiënter zou worden gebruikt.

Tenslotte formuleerde het Adviescomité genderbewuste en op vrouwen gerichte voorstellen met betrekking tot de 5 sectoren of prioritaire actieterrinen waarop de Belgische ontwikkelingssamenwerking zich concentreert.

2) *Advies betreffende het verslag aan het Parlement van de minister belast met het gelijkheidsbeleid voor mannen en vrouwen ter uitvoering van de wet van 6 maart 1996 strekkende tot controle op de toepassing van de resoluties van de Wereldvrouwenconferentie die van 4 tot 14 september 1995 in Peking heeft plaatsgehad — december 1997*

— Verslag uitgebracht door mevrouw Van der Wildt;

— Stuk Senaat, nr. 1-1095/2, 1998-1999;

— Aangenomen door het Adviescomité op 1 april 1999, bij eenparigheid van stemmen.

• *Verslag van de Conferentie van de parlementaire commissies bevoegd voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen in de lidstaten van de Europese Unie en in het Europees Parlement (II^e CCEC), Lissabon 29 en 30 oktober 1998*

— Verslag uitgebracht door mevrouw Lizin;

— Stuk Senaat, nr. 1-1318/1, 1998-1999;

— Goedgekeurd door het adviescomité op 1 april 1999, bij eenparigheid van stemmen.

zie *infra* punt 3.3.

• *Advies betreffende verscheidene voorstellen ter bevordering van de gelijke deelname van vrouwen en mannen aan de politieke besluitvorming*

— Verslag uitgebracht door mevrouw Delcourt-Pêtre;

— Stuk Senaat, nr. 1-584/2, 1998-1999;

— Aangenomen door het Adviescomité op 4 februari 1999, bij eenparigheid van stemmen.

Ter inleiding van de bespreking van de verschillende voorstellen met betrekking tot de gelijke deelname van vrouwen en mannen aan de politieke besluitvorming, organiseerde het Adviescomité een

représentante de la ministre qui a la politique d'égalité des chances dans ses attributions et d'un expert universitaire.

Sur la base des discussions, le comité d'avis a émis un avis dont les lignes directrices sont les suivantes :

— le comité d'avis estime qu'il y a lieu d'inscrire les articles 10, 11, 99 et 104 de la Constitution sur la liste des articles de la Constitution à déclarer soumis à révision;

— la loi Smet-Tobback doit être amendée comme indiqué ci-dessous :

les deux premières places du membre effectif des listes électorales doivent être attribuées à des personnes de sexes différents;

la première place de membre effectif et la première place de membre suppléant de chaque liste doivent être attribuées à des personnes de sexes différents;

il y a lieu d'assurer une répartition équilibrée des femmes et des hommes sur les listes de candidatures aux élections;

— la règle des deux tiers, qui est applicable en ce qui concerne les conseils consultatifs fédéraux, doit être rendue applicable en ce qui concerne les organes administratifs du Sénat et la délégation du Sénat au sein de la commission de concertation parlementaire;

— il y a lieu de définir une réglementation spécifique autorisant un sénateur (et de préférence chaque parlementaire) à ne plus participer aux travaux parlementaires pendant un certain temps, en cas de grossesse, d'accouchement ou d'adoption, pour autant que son absence ne mette pas les travaux parlementaires en péril;

— il y a lieu d'examiner en détail les propositions relatives à la suppression ou à la neutralisation du vote de liste ainsi que la question de la modération en matière de dévolution des voix, en se basant sur des données tirées des résultats de plusieurs élections.

• *Rapport sur l'audition sur l'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans la Constitution qui a été organisée par le Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes: l'exemple portugais*

— Rapport fait par Mmes Cantillon et Lizin;

— Doc. Sénat, n° 1-584/3, 1998-1999;

— Approuvé par le comité d'avis le 1^{er} avril 1999, à l'unanimité des voix.

Le 29 janvier 1999, le comité d'avis a organisé, en présence de la presse et de divers observateurs, une audition sur le thème de «l'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans la Constitution:

hoorzitting met een vertegenwoordigster van de minister, belast met het gelijkheidskansenbeleid en een academische expert.

Op basis van de besprekingen werd een advies uitgebracht met de volgende krachtlijnen :

— het Adviescomité is van oordeel dat de artikelen 10, 11, 99 en 104 van de Grondwet moeten worden opgenomen in de lijst van de grondwetsartikelen die voor herziening vatbaar worden verklaard;

— de wet Smet-Tobback moet als volgt worden geamendeerd :

de eerste twee effectieve plaatsen op de kieslijsten moeten toegewezen worden aan personen van een verschillend geslacht;

de eerste effectieve plaats op de lijst en de eerste opvolgersplaats moeten toegewezen worden aan personen van een verschillend geslacht;

kandidaten van beide geslachten moeten evenwichtig worden gespreid over de kandidatenlijsten;

— het van toepassing maken van de tweederdenregel die voor alle federale adviesraden geldt, op de bestuursorganen van de Senaat en de afvaardiging van de Senaat in de Parlementaire Overlegcommissie;

— er moet een specifieke regeling worden uitgewerkt die een senator (en bij voorkeur elk parlementslid) bij zwangerschap/bevalling en adoptie het recht geeft gedurende een bepaalde tijd niet deel te nemen aan de parlementaire werkzaamheden zonder dat deze afwezigheid de parlementaire werkzaamheden in het gedrang brengt;

— de voorstellen met betrekking tot het afschaffen of het neutraliseren van de lijststem, alsook de mildering van de stemmenoverdracht, moeten nader worden onderzocht, waarbij men zich moet baseren op gegevens die meerdere verkiezingsuitslagen omvatten.

• *Verslag over de hoorzitting georganiseerd door het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen over «gelijke kansen voor vrouwen en mannen in de Grondwet: het Portugese voorbeeld»*

— Verslag uitgebracht door de dames Cantillon en Lizin;

— Stuk Senaat, nr. 1-584/3, 1998-1999;

— Goedgekeurd door het Adviescomité op 1 april 1999, bij eenparigheid van stemmen.

Op 29 januari 1999 hield het Adviescomité, in aanwezigheid van de pers en verscheidene waarnemers, een openbare hoorzitting over «Gelijke kansen voor vrouwen en mannen in de Grondwet: het Portugese

l'exemple portugais». Après un exposé introductif du professeur Miranda, qui est spécialiste en droit constitutionnel et professeur à la faculté de droit de l'Université de Lisbonne et à l'Université catholique portugaise, un échange de vues a eu lieu entre le professeur Miranda, les membres et les observateurs externes.

Par la suite, le comité d'avis a tiré les conclusions suivantes de l'audition :

— l'inscription du principe de l'égalité entre les femmes et les hommes dans la Constitution ferait de la réalisation de l'égalité entre les femmes et les hommes une mission permanente des pouvoirs publics, indépendamment des priorités politiques des divers gouvernements;

— ni l'évolution sociologique, ni l'autodiscipline des partis politiques n'ont suffi pour réaliser un progrès visible dans le domaine de la participation égale des femmes et des hommes à la prise de décisions politiques. Diverses dispositions légales, comme celles qui prévoient des quotas, visent à promouvoir l'égalité, au besoin en accordant des droits spécifiques à certains groupes défavorisés;

— l'inscription dans la Constitution du principe de la composition paritaire du gouvernement fédéral est juridiquement possible en Belgique;

— au Portugal, l'on applique, en cas de congé de grossesse ou d'adoption d'un parlementaire, un système légal de remplacement temporaire.

2.2. Activités dans le cadre du cinquantenaire du droit de vote des femmes

En 1998, l'on a élaboré un programme complet de célébration du cinquantenaire du droit de vote des femmes. À l'occasion de celle-ci et, par la suite, également en coopération avec le Comité d'avis pour l'émancipation sociale de la Chambre des représentants, le comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes a publié un dépliant informatif. L'on a également organisé, en coopération avec le centre féministe Amazone, une exposition relative à l'évolution de la participation des femmes à la politique en Belgique. L'on a publié, à l'occasion de cette exposition, une brochure intitulée «Une femme, une voix».

Le 13 mai 1998, les deux comités d'avis ont reçu un groupe de jeunes filles qui voteront pour la première fois à l'occasion des prochaines élections ainsi que les parlementaires honoraires féminins. Un débat sur les femmes et la politique a été organisé en présence de SAR la princesse Astrid dans l'hémicycle du Sénat. Ce débat a fait l'objet d'un rapport succinct.

voorbeeld». Na de inleidende uiteenzetting van professor Miranda, specialist in grondwettelijk recht en hoogleraar aan de rechtsfaculteit van de Universiteit van Lissabon en aan de Portugese Katholieke Universiteit, werd er door de leden en de externe waarnemers met professor Miranda van gedachten gewisseld.

Later trok het Adviescomité de volgende conclusies uit de hoorzitting :

— de opname van het principe van de gelijkheid tussen vrouwen en mannen in de Grondwet leidt ertoe dat de gelijkheid van vrouwen en mannen een blijvende opdracht wordt voor de overheid, ongeacht de politieke prioriteiten van de verschillende regeringen;

— noch de sociologische evolutie, noch de zelfdiscipline van de politieke partijen zijn voldoende geweest om zichtbare vooruitgang te introduceren in het domein van gelijkheid van toegang van vrouwen en mannen tot de politieke besluitvorming. Bijzondere wettelijke bepalingen, zoals quota, zijn erop gericht de gelijkheid te bevorderen, zelfs al moet men bepaalde specifieke rechten toekennen aan bepaalde groepen die achtergesteld zijn;

— de introductie van de paritaire samenstelling van de federale regering in de Grondwet is in België juridisch-technisch mogelijk;

— Portugal kent, ingeval van zwangerschapsverlof of adoptieverlof van een parlementslid, een wettelijk systeem van tijdelijke vervanging.

2.2. Activiteiten in het kader van vijftig jaar vrouwenstemrecht

In 1998 werd er een volledig programma opgezet ter herdenking van vijftig jaar vrouwenstemrecht. Naar aanleiding van dit jubileumjaar werd door het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen — later nogmaals in samenwerking met het Adviescomité voor maatschappelijke emancipatie van de Kamer van volksvertegenwoordigers — een informatieve folder uitgegeven. Tevens werd in samenwerking met het vrouwen centrum Amazone een tentoonstelling uitgewerkt met betrekking tot de evolutie van de deelname van vrouwen aan de politiek in België. Bij deze tentoonstelling werd de brochure «Een vrouw, Een stem» uitgegeven.

Op 13 mei 1998 ontvingen beide adviescomités jonge dames die bij de volgende verkiezingen voor de eerste maal hun stem zullen uitbrengen en de vrouwelijke ereparlementsleden. In aanwezigheid van HKH Prinses Astrid werd in het halfrond van de Senaat een debat gehouden over vrouwen in de politiek. Van dit debat werd een beknopt verslag gemaakt.

3. Conférence européenne des commissions parlementaires chargées de la politique d'égalité des chances des femmes et des hommes (CCEC)

3.1. Création

3.1.1. Introduction

Dès sa création, le comité d'avis a pris une initiative en vue d'élaborer son propre projet européen, de manière à créer une structure de coopération entre les commissions parlementaires chargées de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans les États membres de l'Union européenne et au Parlement européen. Cette initiative qui fut une première, du moins au niveau parlementaire, a eu un effet novateur.

Le comité d'avis ne l'a prise qu'après avoir demandé l'appui financier de la Commission européenne (DG V - Unité Égalité des Chances) dans le cadre du quatrième programme d'action communautaire pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes (1996-2000). Ce programme d'action a été prévu dans le cadre de la décision du Conseil des ministres du 22 décembre 1995.

Dès le début de 1996, le comité d'avis a répondu à l'appel de la Commission européenne, qui demandait que l'on dépose une proposition. Les commissions parlementaires chargées de l'égalité des chances d'Irlande et du Portugal ont soutenu l'initiative du Sénat de Belgique dans leur lettre des 3 juillet 1996 et 10 juillet 1996.

Le projet a été approuvé, ensuite le 15 juillet 1996, par le Bureau du Sénat, puis il a été sélectionné par la Commission européenne en septembre 1996, ce qui a permis un cofinancement jusqu'à concurrence de 60% pour la Commission européenne et de 40% pour le Sénat.

Pour pouvoir mettre sur pied cette structure, l'on a créé une cellule-projet se composant de deux collaborateurs universitaires et d'une secrétaire. En outre, le travail a été facilité grâce à l'étroite collaboration avec les services du Sénat.

Enfin, l'on a créé un logo qui doit permettre de rendre cette structure de coopération plus visible et plus reconnaissable.

Dans ce logo, l'on retrouve le symbole de l'homme et de la femme, et au centre, celui de l'hémicycle parlementaire. Les étoiles autour représentent l'Europe.

3. Europese Conferentie van parlementaire gelijkheidscommissies (CCEC)

3.1. Oprichting

3.1.1. Inleiding

Meteen na zijn oprichting heeft het Adviescomité het initiatief genomen om een eigen Europees project op te zetten, met als doel het oprichten van een samenwerkingsverband tussen parlementaire commissies bevoegd voor gelijke kansen van vrouwen en mannen in de lidstaten van de Europese Unie en in het Europees Parlement. Een dergelijk initiatief heeft een baanbrekende impact gehad omdat, op parlementair vlak althans, zo iets nog nooit werd uitgedacht.

Hiervoor heeft het Adviescomité de financiële steun van de Europese Commissie (DGV — Eenheid Gelijke Kansen) gevraagd in het kader van het vierde communautair actieprogramma op middellange termijn inzake gelijke kansen voor vrouwen en mannen (1996-2000). Dit actieprogramma werd vastgelegd in het Besluit van de Europese Ministerraad van 22 december 1995.

Reeds begin 1996 heeft het Adviescomité de oproep tot het indienen van voorstellen vanwege de Europese Commissie beantwoord. De parlementaire commissies bevoegd voor gelijke kansen van Ierland en Portugal hebben in hun schrijven van respectievelijk 3 juli 1996 en 10 juli 1996 het initiatief van de Belgische Senaat gesteund.

Vervolgens werd het project op 15 juli 1996 door het Bureau van de Senaat goedgekeurd en in september 1996 door de Europese Commissie geselecteerd. Hiermee kon de cofinanciering in werking treden volgens een verhouding van 60% vanwege de Europese Commissie en 40% door de Senaat.

Om dit samenwerkingsverband te realiseren werd een projectcel opgericht bestaande uit twee universitaire medewerkers en een secretariaatsmedewerkster. Het werk werd bovendien dankzij de nauwe samenwerking met de ondersteunende diensten van de Senaat vergemakkelijkt.

Ten slotte werd een logo ontworpen, dat moet bijdragen tot de zichtbaarheid en de herkenbaarheid van dit samenwerkingsverband.

In het logo vind men het man- vrouw-teken terug, met in het midden het parlementair halfroond, terwijl de sterren aan de buitenrand Europa voorstellen.

3.1.2. Intérêts et objectifs

L'initiative vise à la création d'une structure de coopération structurelle entre les organes parlementaires chargés de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans les États membres de l'Union européenne et du Parlement européen.

À la fin du quatrième programme d'action communautaire, cette structure fonctionnera de manière autonome grâce à une présidence tournante.

La valeur ajoutée de pareilles structures de coopération européenne se situe à deux niveaux.

L'on développe tout d'abord une intégration européenne verticale. D'une part, en effet, la politique européenne gagne en cohérence, grâce aux organes parlementaires chargés de la politique pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes des États membres, car ils ont accès à l'information nécessaire dès le niveau des négociations, et le contrôle démocratique sur l'ordre du jour européen en est augmenté d'autant. D'autre part, cette concertation parlementaire permettra une meilleure traduction de la politique européenne au niveau national.

L'on développe, ensuite, une intégration européenne horizontale. Les commissions parlementaires chargées de la politique pour l'égalité des chances des femmes et des hommes sont, grâce à la CCEC, au courant de ce qui se passe dans ce domaine dans les autres États membres, de la possibilité d'un échange de « bonnes pratiques » et de l'harmonisation des activités assurant une plus grande synergie.

La structure de coopération des commissions parlementaires chargées de l'égalité des chances des femmes et des hommes constitue par conséquent un maillon essentiel entre les institutions communautaires compétentes pour ce qui est de l'égalité des chances, les institutions nationales qui existent dans ce domaine et les citoyens et citoyennes qui vivent en Europe.

3.1.3. Règlement

1. Genèse

La conférence des commissions parlementaires chargées de la politique de l'égalité des chances des femmes et des hommes (CCEC) a été instituée lors de la première réunion de cette conférence, qui a eu lieu à l'initiative du Sénat de Belgique les 22 et 23 mai 1997, avec le soutien de la Commission européenne, dans le cadre du quatrième programme d'action communautaire pour l'égalité des chances des femmes et des hommes.

3.1.2. Belang en doelstellingen

Het initiatief heeft tot doel een structureel samenwerkingsverband op te richten tussen de parlementaire organen bevoegd voor gelijke kansen van vrouwen en mannen in de lidstaten van de Europese Unie en in het Europees Parlement.

Na afloop van het vierde actieprogramma zal deze structuur op een autonome manier functioneren door middel van een roterend voorzitterschap.

De meerwaarde van zo'n Europees samenwerkingsverband situeert zich op twee niveaus.

Ten eerste ontstaat er een verticale Europese integratie. Enerzijds groeit er immers een coherent Europees beleid, gedragen door de parlementaire assemblees van de lidstaten, doordat zij vanaf het niveau van de onderhandelingen toegang hebben tot de noodzakelijke informatie en doordat de democratische controle op de Europese agenda verhoogd wordt. Anderzijds zal door dit parlementair overleg het Europees beleid beter vertaald worden naar het nationale niveau toe, met het oog op het omzetten van communautaire prioriteiten en richtlijnen in nationaal recht.

Ten tweede ontstaat er een horizontale Europese integratie doordat de parlementaire commissies bevoegd voor het gelijkemansbeleid voor vrouwen en mannen op de hoogte zijn van wat er in de andere lidstaten op dit vlak gebeurt, informatie en « goede praktijken » kunnen worden uitgewisseld en er ontstaat een grotere synergie door het op elkaar afstemmen van de werkzaamheden.

Het samenwerkingsverband van de parlementaire commissies bevoegd voor gelijke kansen van vrouwen en mannen vormt bijgevolg een essentiële schakel tussen de communautaire instellingen bevoegd voor het gelijkemansbeleid, de nationale instellingen in dit domein en de burgers vrouwen en mannen, die in Europa leven.

3.1.3. Reglement

1. Ontstaan

De Conferentie van de parlementaire commissies bevoegd voor gelijke kansen van vrouwen en mannen (CCEC) werd opgericht ter gelegenheid van de eerste bijeenkomst van deze conferentie, die op initiatief van de Belgische Senaat op 22 en 23 mei 1997 met de steun van de Europese Commissie plaatsvond, in het kader van het vierde communautair actieprogramma inzake gelijke kansen voor vrouwen en mannen (1996-2000).

2. Objectifs

1) Organiser une conférence annuelle des commissions parlementaires chargées de l'égalité des chances des femmes et des hommes dans les États membres de l'Union européenne et au Parlement européen, dans le but:

— d'instituer une coopération structurelle entre les commissions parlementaires concernées;

— de stimuler la communication et l'échange d'informations entre ces commissions parlementaires;

— de se concerter sur des sujets d'intérêt commun et européen;

— de suivre de près la politique européenne en matière d'égalité des chances;

— d'élaborer une stratégie commune de communication.

2) Stimuler le développement de la politique de l'égalité des chances sur le terrain parlementaire, de sorte que la dimension européenne soit relayée dans la politique des commissions nationales et que le rôle des commissions nationales soit apprécié au niveau européen.

3) Lancer une recherche quantitative et qualitative sur les fonctions et les activités des différentes commissions parlementaires chargées de l'égalité des chances, afin d'élaborer, sur une base scientifique, une vision européenne intégrée permettant d'évaluer la mission de ces organes et de mesurer l'impact de leurs travaux.

3. Programme de travail

La conférence a été instituée à l'initiative du Sénat de Belgique, avec le soutien et le cofinancement de la Commission européenne, dans le cadre du quatrième programme d'action communautaire pour l'égalité des chances des femmes et des hommes (1996-2000). Le cofinancement européen est annuellement renouvelable aux conditions stipulées dans le cadre du quatrième programme d'action communautaire et jusqu'à son expiration.

Au cours de la phase de développement (1997), l'on mettra l'accent sur la mise sur pied d'une structure d'échange mutuel d'informations et l'organisation d'une première conférence, sous la coordination du Sénat de Belgique.

Pendant la phase de consolidation de 1998 à 2000, l'accent sera mis sur l'institutionnalisation de la Conférence.

Le projet vise à ce que l'on parvienne, après l'an 2000, à un fonctionnement autonome de la Conférence.

2. Doelstellingen

1) Het organiseren van een jaarlijkse conferentie van de parlementaire commissies bevoegd voor gelijke kansen van vrouwen en mannen in de lidstaten van de Europese Unie en in het Europees Parlement, met als doel:

— een structurele samenwerking tussen de bevoegde parlementaire commissies tot stand te brengen;

— de communicatie en uitwisseling van informatie tussen deze parlementaire commissies te bevorderen;

— te beraadslagen over zaken van gemeenschappelijk en van Europees belang;

— het Europese gelijkheidsbeleid van nabij te volgen;

— een gezamenlijke communicatiestrategie uit te bouwen.

2) Het stimuleren van de ontwikkeling van het gelijkheidsbeleid binnen het parlementaire actierein, waarbij zowel de Europese dimensie haar neerslag in het beleid van de nationale commissies vindt, alsook de rol van de nationale parlementaire commissies op Europees niveau gewaardeerd wordt.

3) Het initiëren van kwantitatief en kwalitatief onderzoek naar de functies en de werkzaamheden van de verschillende parlementaire commissies bevoegd voor het gelijkheidsbeleid, om op een wetenschappelijke onderbouw een Europees geïntegreerde visie uit te bouwen waardoor de opdracht van deze organen en de impact van hun werk gemeten kan worden.

3. Werkprogramma

De Conferentie werd opgericht op initiatief van de Belgische Senaat, met de steun en de cofinanciering van de Europese Commissie, in het kader van het vierde communautair actieprogramma inzake gelijke kansen voor vrouwen en mannen (1996-2000). De Europese cofinanciering is jaarlijks vernieuwbaar overeenkomstig de voorwaarden die door het vierde communautair actieprogramma vooropgesteld zijn, dit tot het einde van het actieprogramma.

Tijdens de opbouwfase (1997) ligt het accent op het oprichten van de onderlinge structurele informatie-uitwisseling en het organiseren van een eerste conferentie, gecoördineerd door de Belgische Senaat.

Tijdens de verankeringsfase van 1998 tot 2000 wordt de nadruk gelegd op de institutionalisering van de Conferentie.

De bedoeling van het project is dat de Conferentie na het jaar 2000 op een autonome manier functioneert.

Concrètement, il a été convenu que la présidence et la coordination de la Conférence seraient transmises comme suit :

1998: «Comissao para a Paridade, Igualdade de Oportunidades e Familia» du Parlement portugais

1999: «Comisión Congreso-Senado de los derechos de la mujer» Cortes Generales des espagnoles

2000: «Ausschuß für Familie, Senioren, Frauen und Jugend» du Bundestag allemand. À partir de 2001 : la présidence est liée à la présidence de l'UE.

4. Texte du règlement

(adopté à la réunion des présidents des commissions parlementaires concernées au Sénat de Belgique le 22 mai 1997 et modifié par la deuxième CCEC le 30 octobre 1998 au Parlement portugais)

«a) La conférence se tient une fois par an.

b) La présidence est exercée alternativement par les parlements des États membres de l'Union européenne. Après la période transitoire, qui prend fin en 2001, la présidence de la conférence sera exercée par la présidence de l'Union européenne.

c) La commission parlementaire qui exerce la présidence au cours du deuxième semestre a pour mission :

- d'organiser la conférence annuelle,
- d'organiser une réunion du bureau de la conférence, constitué de la troïka de la présidence et du Parlement européen,
- de publier les informations trimestrielles et de mettre en service et actualiser le site Internet de la CCEC.

Si l'État membre de l'Union mentionné au point b), qui exerce la présidence de l'Union, ne peut se charger de la présidence de la CCEC, celle-ci est exercée par la présidence de l'Union du premier semestre de cette même année.

d) Les conclusions publiées par la présidence sont le résultat d'un consensus constaté par celle-ci au sein de l'assemblée plénière de la conférence.

e) La révision du règlement fait l'objet d'une proposition écrite déposée par une ou plusieurs commissions parlementaires compétentes, adressée à toutes les autres commissions parlementaires compétentes des États membres de l'Union européenne et au Parlement européen. La proposition est inscrite à l'ordre du jour de la première Conférence qui suit son dépôt. L'adoption de la proposition de révision se fait par consensus.

Concreet is bijgevolg overeengekomen dat het voorzitterschap en de coördinatie van de Conferentie als volgt zou worden overgedragen :

1998: «Comissao para a Paridade, Igualdade de Oportunidades e Familia» van het Portugees Parlement

1999: «Comisión Congreso-Senado de los derechos de la mujer» van de Spaanse Cortes Generales

2000: «Ausschuß für Familie, Senioren, Frauen und Jugend» van de Duitse Bundestag. Vanaf 2001 : het voorzitterschap wordt gekoppeld aan het EU-voorzitterschap.

4. Tekst van het Reglement

(aangenomen op de vergadering van de voorzitters van de betrokken commissies in de Belgische Senaat op 22 mei 1997 en gewijzigd door de IIe CCEC op 30 oktober 1998 in het Portugees Parlement)

«a) De Conferentie wordt jaarlijks gehouden.

b) Het voorzitterschap wordt afwisselend waargenomen door de parlementen van de Lid-Staten van de Europese Unie. Het voorzitterschap van de Conferentie wordt, na de overgangperiode die afloopt in 2001, uitgeoefend door het EU-voorzitterschap.

c) De parlementaire commissie die het voorzitterschap waarneemt in het tweede semester heeft als taak :

- de organisatie van de jaarlijkse conferentie
- de organisatie van een vergadering van het Bureau van de conferentie, gevormd door het Trojka van het voorzitterschap en het Europees Parlement,
- de publicatie van trimestriële nieuwsbrieven en de operationalisering en actualisering van de CCEC-website.

Indien de in punt b vermelde EU-lidstaat die het EU-voorzitterschap waarneemt, het CCEC-voorzitterschap niet kan opnemen, wordt het voorzitterschap opgenomen door het EU-voorzitterschap van het eerste semester van datzelfde jaar.

d) De conclusies die door het voorzitterschap worden gepubliceerd zijn het resultaat van een consensus die door het voorzitterschap tijdens de plenaire zitting van de Conferentie wordt vastgesteld.

e) De herziening van het reglement geschiedt op schriftelijk voorstel van één of meerdere parlementaire commissies, gericht aan alle andere bevoegde parlementaire commissies in de lidstaten van de Europese Unie en in het Europees Parlement. Het voorstel wordt ingeschreven op de agenda van de eerste Conferentie volgend op de indiening van het verzoek. De goedkeuring van het voorstel tot herziening gebeurt bij consensus.

3.2. Première CCEC : présidence : Sénat de Belgique

Réflexion scientifique

Une étude scientifique a été réalisée, à l'initiative de la présidence de la CCEC, par Mme Ann Carton, collaboratrice scientifique du département de sociologie de la KUL et par Mme Vogel-Polsky, professeur émérite de l'Université de Bruxelles et experte pour le Conseil de l'Europe et pour la Commission européenne.

Cette étude présente le statut et le fonctionnement des commissions parlementaires en matière d'égalité des chances et évalue l'importance de ces commissions parlementaires spécialisées, ce qui constitue une démarche novatrice. Elle a été publiée dans le répertoire de la CCEC(1).

Première conférence

La première conférence des commissions parlementaires chargées de la politique de l'égalité des chances des femmes et des hommes dans les États membres de l'Union européenne et au Parlement européen s'est tenue les 22 et 23 mai 1997 à l'invitation du Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes du Sénat de Belgique, sur le thème «Le droit à l'égalité des femmes et des hommes dans les traités européens».

Cette conférence s'adressait principalement aux membres des parlements nationaux et du Parlement européen. Des représentant(e)s des groupements de femmes nationaux et européens ainsi que des expert(e)s de plusieurs États membres ont également été invité(e)s en tant qu'observateurs/trices.

Ce réseau de coopération a été officiellement créé au cours de la séance plénière d'inauguration de la Conférence qui s'est tenue le 23 mai 1997.

Au cours de sa deuxième séance, la Conférence a débattu de la proposition de recommandation concernant «Le droit à l'égalité des femmes et des hommes dans les traités européens.»(2) En effet, cette conférence s'est tenue trois semaines avant le sommet européen d'Amsterdam.

Pour la rédaction de la recommandation, l'on a tenu compte autant que possible des idées d'un grand nombre d'associations de femmes. Le lobby européen des femmes, le comité des femmes de la Confédération européenne des syndicats et le Conseil des Femmes

(1) Voir *infra* point 4.3.

(2) Recommandation du 27 mars 1997 du Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes du Sénat de Belgique visant l'adoption du droit à l'égalité des femmes et des hommes dans les traités européens dans le cadre de la Conférence intergouvernementale. Rapport rédigé par Mme Bribosia-Picard.

3.2. Eerste CCEC : voorzitterschap : Belgische Senaat

Wetenschappelijke reflectie

In opdracht van het voorzitterschap van de CCEC werd een wetenschappelijke studie uitgevoerd door mevrouw Ann Carton, wetenschappelijk medewerkster aan de Katholieke Universiteit Leuven, departement sociologie, en door mevrouw Vogel-Polsky, professor emeritus aan de Université Libre de Bruxelles en deskundige voor de Raad van Europa en voor de Europese Commissie.

Deze studie geeft duiding inzake het statuut en de werking van parlementaire gelijkheidscommissies en evalueert het belang van dergelijke gespecialiseerde parlementaire commissies. Dit werk heeft een innoverende waarde. De studies werden gepubliceerd in het Repertorium van de CCEC(1).

Eerste conferentie

De eerste conferentie van de parlementaire commissies bevoegd voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen in de lidstaten van de Europese Unie en in het Europees Parlement heeft op 22 en 23 mei 1997 op uitnodiging van het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen van de Belgische Senaat plaats gevonden, rond het thema «Het recht op gelijkheid van vrouwen en mannen in de Europese verdragen».

De Conferentie richtte zich hoofdzakelijk tot parlementsleden uit de nationale parlementen en tot Euro-parlementsleden. Tevens werden enkele vertegenwoordig(st)ers van nationale en Europese vrouwen-groepen en deskundigen uit de verschillende lidstaten als waarne(e)m(st)er uitgenodigd.

Tijdens de plenaire openingszitting van de Conferentie op vrijdag 23 mei 1997 werd het samenwerkingsverband officieel gesticht.

In de tweede zitting van de Conferentie werd gedebatteerd over het voorstel van Aanbeveling over «Het recht op gelijkheid van vrouwen en mannen in de Europese Verdragen(2). De Conferentie vond immers plaats drie weken voor de Europese Top van Amsterdam.

Bij de redactie van de Aanbeveling werd zoveel mogelijk rekening gehouden met ideeën die leven binnen een groot aantal vrouwenbewegingen. De Europese Vrouwenlobby, de Europese Vakbondsvereniging en de Nederlandstalige Vrouwenraad hebben

(1) Zie *infra* punt 4.3.

(2) Aanbeveling op 27 maart 1997 uitgebracht door het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen van de Belgische Senaat strekkende tot het opnemen van het recht op gelijkheid van vrouwen en mannen in de Europese verdragen in het kader van de intergouvernementele Conferentie. Verslag uitgebracht door mevrouw Bribosia-Picard.

des Pays-Bas ont en effet produit des textes dont le contenu était identique à celui de la recommandation de la CCEC.

Après un exposé d'experts, la séance plénière a été consacrée à un débat sur la proposition de recommandation, débat qui a conduit à un consensus.

Alors que jusqu'ici, l'article 119 consacrait le principe «à travail égal, salaire égal,» la Conférence s'est prononcée en faveur de l'insertion :

1) d'un nouvel article *6bis* consacrant le principe fondamental de l'égalité (F/H) et ayant un effet direct dans tous les domaines politiques de la Communauté.

2) d'un nouveau chapitre sur la politique en matière d'égalité des chances comportant une définition du principe d'horizontalité, de la possibilité de mener des actions positives et du principe de la parité dans le processus de décision politique;

3) d'une extension de l'article 119 à tous les aspects du travail;

4) de l'intégration dans le Traité de l'accord social complété.

Enfin, la recommandation a été transmise au Conseil des ministres européen et à la présidence néerlandaise par Mme Smet, ministre de l'Emploi et du Travail chargée de la politique d'égalité des chances en Belgique, et Mme Brouwer, directrice de la «Directie Coördinatie Emancipatiebeleid» aux Pays-Bas en sa qualité de représentante de M. Melkert, ministre néerlandais des Affaires sociales et de l'Emploi, chargé de la politique d'égalité des chances.

Site Internet

Le 27 juin 1997, la conférence des commissions parlementaires chargée de la politique de l'égalité des chances des femmes et des hommes dans les États membres de l'Union européenne et au Parlement européen (CCEC) a inauguré son site Internet qui est hébergé sur le site du Sénat de Belgique (<http://www.senate.be/CCEC>).

Ce site sert à promouvoir la coopération et la communication entre les commissions concernées et à informer le grand public au sujet des travaux parlementaires en matière d'égalité des chances.

Conformément à l'article 3 du règlement de la CCEC, chaque présidence est chargée de publier un rapport d'activité trimestriel des membres de la CCEC et s'occupe des aspects opérationnels et de l'actualisation du site Internet de la CCEC.

inderdaad teksten uitgebracht die eenzelfde gedachtegoed bevatten als de Aanbeveling van de CCEC.

Na een toelichting door deskundigen werd een plenair debat gevoerd over het voorstel van Aanbeveling, dat tot een consensusstandpunt heeft geleid.

Terwijl tot op heden enkel artikel 119 het principe van gelijke beloning voor gelijke arbeid voorzag, heeft de Conferentie zich uitgesproken voor het invoeren van :

1) een nieuw artikel *6bis* dat het fundamenteel principe van gelijkheid (V/M) bevat toepasbaar met rechtstreekse werking in alle beleidsdomeinen van de Gemeenschap.

2) een nieuw hoofdstuk over de gelijkekansenpolitiek met de omschrijving van het horizontaliteitsbeginsel, de mogelijkheid tot het voeren van positieve acties en het principe van de pariteit in de politieke besluitvorming.

3) een uitbreiding van artikel 119 naar alle aspecten van de arbeid.

4) het opnemen van het vervolledigd sociaal akkoord in het Verdrag.

Ter afsluiting werd de aanbeveling overhandigd aan de Europese Ministerraad en het Nederlands voorzitterschap, in hoofde van mevrouw Smet, minister van Tewerkstelling en Arbeid en belast met het gelijkekansenbeleid in België, en mevrouw Brouwer, directeur Directie Coördinatie Emancipatiebeleid in Nederland die optrad als vertegenwoordigster van de heer Melkert, Nederlands minister van Sociale Zaken en Werkgelegenheid en bevoegd voor het gelijkekansenbeleid.

Website op het Internet

De conferentie van de parlementaire commissies bevoegd voor gelijke kansen van vrouwen en mannen in de lidstaten van de EU en in het Europees Parlement (CCEC) heeft op 27 juni 1997 een website geopend op de site van de Belgische Senaat (<http://www.senate.be/CCEC>).

Met deze website wil men de onderlinge samenwerking en communicatie tussen de betrokken commissies bevorderen en de parlementaire werkzaamheden inzake gelijke kansen bekend maken bij het groot publiek.

Overeenkomstig artikel 3 van het reglement van de CCEC is elk voorzitterschap verantwoordelijk voor de uitgave van een trimestrieel activiteitenrapport van de leden van de CCEC en voor de operationalisering en de actualisering van de website van de CCEC.

3.3. Deuxième CCEC: présidence: Parlement portugais (1)

La deuxième conférence de la CCEC a eu lieu le 30 octobre 1999 au Parlement portugais à Lisbonne.

Réflexion scientifique

Au cours de la deuxième conférence de la CCEC, les deux contributions universitaires suivantes ont été présentées :

1. Évaluation de la mise en œuvre d'une politique d'égalité des chances

Exposé de Mme Isabel Duarte et de Mme Maria José Maranhão, chercheuses au département de sociologie de l'institution universitaire ISCTE à Lisbonne

L'objet de cette étude était de mettre au point une série d'indicateurs en vue d'évaluer l'efficacité et l'effectivité de mesures applicables dans le cadre de la politique de l'égalité des chances qui ont été prises par les Parlements des États membres de l'Union européenne. L'étude a été réalisée d'avril à octobre 1998.

Le modèle analytique qui a été conçu comme base d'évaluation de la mise en œuvre de mesures politiques se fondait sur l'examen approfondi du contexte de communication qui était sous-jacent au moment où la loi a été élaborée et appliquée. Cet élément a été considéré comme une condition *sine qua non* de l'analyse de l'incidence structurelle des mesures politiques (incidence politique, administrative et socio-culturelle).

Ce modèle expérimental sera testé dans une phase ultérieure.

2. Consécration, dans la Constitution portugaise, de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes

Exposé du professeur Jorge Miranda, spécialiste de droit constitutionnel et professeur à la faculté de droit de l'Université de Lisbonne et de l'Université catholique portugaise et de M. Antonio Costa, ministre des Affaires parlementaires

En 1997, un article 109 nouveau a été inséré dans la Constitution portugaise. Combiné avec l'article 9 de celle-ci — qui cite, d'une manière générale, parmi les tâches fondamentales de l'État portugais, la promotion de l'égalité entre hommes et femmes — il ancre dans la Constitution le principe d'une ligne d'action positive en faveur de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans l'exercice des droits civils

(1) Voir le doc. Sénat, n° 1-1318/1, 1998-1999.

3.3. Tweede CCEC: voorzitterschap: Portugees Parlement (1)

De tweede conferentie van de CCEC vond plaats op 30 oktober 1999 in het Portugees Parlement in Lissabon.

Wetenschappelijke reflectie

Op de tweede conferentie van de CCEC werden de twee volgende academische bijdragen voorgesteld :

1. Evaluatie van de implementatie van een gelijkheidskansenbeleid

Uiteenzetting door mevrouw Isabel Duarte en mevrouw Maria José Maranhão, onderzoeksters aan het departement sociologie van de universitaire instelling ISCTE te Lissabon

Het opzet van deze studie was het uitwerken van een aantal indicatoren om de efficiëntie en de effectiviteit van maatregelen inzake het gelijkheidskansenbeleid, genomen door de parlementen van de lidstaten van de Europese Unie, te evalueren. Het onderzoek liep van april tot oktober 1998.

Het analytisch model dat werd ontworpen als basis om de implementatie van beleidsmaatregelen te evalueren, was gebaseerd op het doorgronden van de achterliggende communicatie-context op het ogenblik dat de wet tot stand kwam, toegepast en gebruikt werd. Dit werd beschouwd als een *conditio sine qua non* om het structureel effect van de beleidsmaatregelen (politieke, administratieve en socio-culturele impact) te analyseren.

Dit experimenteel model wordt in latere fase uitgetest.

2. Gelijke kansen voor vrouwen en mannen verankerd in de Portugese Grondwet

Uiteenzetting door professor Jorge Miranda, specialist in grondwettelijk recht en hoogleraar aan de Rechtsfaculteit van de Universiteit van Lissabon en de Portugese Katholieke Universiteit en de heer Antonio Costa, minister voor parlementaire aangelegenheden

In 1997 werd in de Portugese Grondwet een nieuw artikel 109 opgenomen. In combinatie met artikel 9 van de Portugese Grondwet — dat algemeen het bevorderen van de gelijkheid tussen mannen en vrouwen als één van de fundamentele taken van de Portugese Staat opsomt — is een positief actiebeleid voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen wat betreft de uitoefening van burgerlijke en politieke rechten en

(1) Zie Stuk Senaat, nr. 1-1318/1, 1998-1999.

et politiques et pour ce qui est de l'accès aux fonctions politiques dirigeantes. C'est sur cette base que le gouvernement portugais développe une législation concrète comprenant des mesures d'action positives.

Depuis l'insertion, dans la Constitution portugaise, des dispositions de l'article 109 nouveau, l'absence de mise en œuvre de mesures d'actions positives visant à promouvoir l'égalité entre les hommes et les femmes est assimilée à une carence inconstitutionnelle et l'inertie du législateur sur ce plan peut dès lors être attaquée devant la Cour constitutionnelle portugaise.

Le gouvernement portugais a déposé au Parlement un projet de loi comportant des mesures d'actions positives visant à favoriser l'égalité entre les hommes et les femmes dans l'exercice des droits civils et politiques ainsi que la non-discrimination en fonction du sexe dans l'accès à des fonctions politiques.

Deuxième conférence

Au cours de la deuxième conférence, les deux résolutions suivantes ont été adoptées :

1) Résolution relative à la participation des femmes aux divers domaines de la vie politique

La proposition de résolution relative à la participation des femmes aux divers domaines de la vie politique a été déposée par la présidence portugaise et appelle les partis politiques et les institutions démocratiques européennes à promouvoir l'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans la composition des listes de candidats et dans l'accès aux fonctions politiques conférées par la voie de nominations, de manière à assurer dans les faits une participation égale à la prise de décisions politiques.

La résolution invite également les membres de la CCEC à interpeller les responsables nationaux des partis politiques au sein de leurs commissions parlementaires compétentes.

Pour les élections européennes de 1999, la CCEC appelle les partis politiques à dresser des listes de candidats assurant une représentation équilibrée des hommes et des femmes.

Enfin, elle exhorte tous les parlements nationaux à prendre les mesures adéquates pour garantir l'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans le cadre des élections nationales et européennes.

2) Résolution en faveur d'un cinquième programme d'action pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes (2001-2005)

Cette résolution qui a été déposée par le Comité d'avis du Sénat pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes a été approuvée après avoir été quelque peu amendée par le Parlement européen.

de toegang tot politieke beleidsfuncties grondwettelijk verankerd. Op basis hiervan wordt door de Portugese regering concrete wetgeving die positieve actiematregelen bevat, uitgewerkt.

Door het opnemen van de bepalingen van het nieuwe artikel 109 in de Portugese Grondwet is het niet-uitwerken van positieve actiematregelen ter bevordering van de gelijkheid tussen mannen en vrouwen in strijd met de Grondwet en zou het stilzitten van de wetgever op dit vlak dan ook aanvechtbaar zijn voor het Portugees Grondwettelijk Hof.

De Portugese regering heeft een wetsontwerp in het Parlement ingediend met positieve actiematregelen om de gelijkheid tussen mannen en vrouwen te bevorderen in de uitoefening van de civiele en politieke rechten alsook de non-discriminatie op basis van geslacht voor de toegang tot politieke functies.

Tweede conferentie

Tijdens de tweede conferentie werden de twee volgende resoluties goedgekeurd :

1) Resolutie betreffende de politieke en beleidsdeelname van vrouwen

Het voorstel van resolutie betreffende de politieke en beleidsdeelname van vrouwen werd ingediend door het Portugees voorzitterschap en roept de politieke partijen en de Europese democratische instellingen op om de gelijke kansen voor vrouwen en mannen te bevorderen bij de samenstelling van de kandidatenlijsten en voor de toegang tot politieke ambten waarin men wordt benoemd zodat een reële en effectieve gelijke deelname van het politieke besluitvormingsproces kan worden bereikt.

De resolutie roept ook de leden van de CCEC op de nationale verantwoordelijke voor de politieke partijen in hun bevoegde parlementscommissies te interpellieren.

Voor de Europese verkiezingen van 1999 roept de CCEC de politieke partijen op om kandidatenlijsten op te stellen waarop mannen en vrouwen op evenwichtige wijze zijn geplaatst.

Tenslotte roept de CCEC alle nationale parlementsleden op om adequate maatregelen te treffen om de gelijke kansen voor vrouwen en mannen van de nationale en Europese verkiezingen te garanderen.

2) Resolutie voor een vijfde actieprogramma inzake gelijke kansen voor vrouwen en mannen (2001-2005)

Deze resolutie, ingediend door het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen van de Belgische Senaat, werd — na enkele amenderingen door het Europees Parlement — goedgekeurd.

La CCEC appelle, dans le cadre de celle-ci, ses membres à procéder, avant le mois de juin 1999, à une évaluation du quatrième programme d'action pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes, à la lumière de témoignages d'ONG et d'experts associés à la mise en œuvre du quatrième programme d'action.

Elle exprime également son souhait de voir placer le cinquième programme d'action en matière d'égalité entre les femmes et les hommes à l'ordre du jour de la troisième conférence de la CCEC, qui aura lieu à Madrid en 1999.

La CCEC invite aussi la Commission européenne à rédiger un projet de cinquième programme d'action sur la base du rapport intermédiaire sur la mise en œuvre du quatrième programme d'action. La CCEC appelle en outre le Conseil de ministres de l'Union européenne à approuver rapidement les principes et les points fondamentaux du cinquième programme d'action.

Enfin, elle exhorte l'ensemble des parlements nationaux de l'Union européenne à créer des commissions spécialement compétentes en matière d'égalité des chances entre les femmes et les hommes et appelle le Parlement européen à maintenir en place sa commission des droits de la femme avec pleine compétence jusqu'à ce qu'il y ait une participation égale des femmes et des hommes au processus de décision politique.

3.4. Troisième CCEC : présidence : Cortes Generales espagnoles

Depuis le 1^{er} janvier 1999, la «Comisión Congreso-Senado de los derechos de la mujer» des Cortes Generales espagnoles assume la présidence de la CCEC. Le 27 mars 1999 aura lieu, à Madrid, la réunion des présidents des commissions de la CCEC chargée de préparer la conférence proprement dite, qui aura lieu au cours de l'automne de 1999.

4. Communication et information

4.1. Relations avec les médias

Date Datum	Moyen Middel	Objet Onderwerp
12 juillet 1996. — 12 juli 1996	Communiqué de presse. — <i>Persmededeling</i>	Publication du point de vue du comité d'avis concernant l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes en matière de pensions. — <i>Bekendmaking van het standpunt van het Adviescomité inzake gelijkberechtiging van vrouwen en mannen in de pensioenen.</i>
24 avril 1997. — 24 april 1997	Conférence de presse. — <i>Persconferentie</i>	Annonce de la première conférence de la CCEC, le 23 mai 1997, et publication de la proposition de recommandation en vue d'inscrire dans le nouveau traité européen le droit à l'égalité des femmes et des hommes. — <i>Aankondiging van de eerste conferentie van de CCEC op 23 mei 1997 en bekendmaking van het voorstel van aanbeveling om het recht op gelijkheid van vrouwen en mannen in het nieuwe Europese Verdrag op te nemen.</i>

In deze resolutie roept de CCEC zijn leden op om vóór juni 1999 een evaluatie te maken van het vierde actieprogramma voor gelijke kansen van vrouwen en mannen, gebaseerd op getuigenissen van NGO's en experts, die bij de tenuitvoerlegging van het vierde actieprogramma betrokken zijn.

Ook wordt de wens uitgedrukt om het vijfde actieprogramma inzake gelijke kansen voor vrouwen en mannen op de agenda te plaatsen van de derde Conferentie van de CCEC in Madrid in 1999.

Tevens nodigt de CCEC de Europese Commissie uit een ontwerp van vijfde actieprogramma uit te werken, gebaseerd op het tussentijds verslag betreffende de uitvoering van het vierde actieprogramma. Ook roept de CCEC de Raad van ministers van de Europese Unie op om snel de principes en uitgangspunten van het vijfde actieprogramma goed te keuren.

Tenslotte roept de CCEC alle nationale parlementen in de Europese Unie op om commissies op te richten, specifiek bevoegd voor de gelijke kansen voor vrouwen en mannen en roept het Europees Parlement op haar commissie voor de rechten van de vrouw mét volheid van bevoegdheid te behouden tot dat de gelijke deelname van vrouwen en mannen aan de politieke besluitvorming wordt bereikt.

3.4. Derde CCEC : voorzitterschap : Spaanse Cortes Generales

Vanaf 1 januari 1999 heeft de «Comisión Congreso-Senado de los derechos de la mujer» van de Cortes Generales het voorzitterschap van de CCEC overgenomen. Op 27 maart 1999 vindt de vergadering van de voorzitters van de CCEC-commissies plaats in Madrid ter voorbereiding van de eigenlijke conferentie in het najaar van 1999.

4. Communicatie en informatie

4.1. Relaties met de media

Date — Datum	Moyen — Middel	Objet — Onderwerp
23 mai 1997. — 23 mei 1997	Conférence de presse. — <i>Persconferentie</i>	Publication des premières conclusions de la première conférence de la CCEC. — <i>Bekendmaking van de eerste conclusies van de eerste conferentie van de CCEC.</i>
23 mai 1997. — 23 mei 1997	Communiqué de presse. — <i>Persmededeling</i>	Publication de la recommandation de la CCEC concernant l'égalité de traitement des femmes et des hommes dans le nouveau traité européen d'Amsterdam. — <i>Bekendmaking van de aanbeveling van de CCEC met betrekking tot de gelijkberechtiging van vrouwen en mannen in het nieuwe Europese Verdrag van Amsterdam.</i>
12 juin 1997. — 12 juni 1997	Conférence de presse. — <i>Persconferentie</i>	Publication de l'avis sur le financement de l'accueil des enfants par le fonds d'équipements et de services collectifs. — <i>Bekendmaking van het Advies over de financiering van de kinderopvang door het fonds voor collectieve uitrustingen en diensten.</i>
26 juin 1997. — 26 juni 1997	Communiqué de presse. — <i>Persmededeling</i>	Publication de l'ouverture du site de la CCEC sur Internet. — <i>Bekendmaking van de opening van de CCEC-site op het Internet.</i>
13 mai 1998. — 13 mei 1998	Conférence de presse. — <i>Persconferentie</i>	Célébration du cinquantenaire du droit de vote des femmes. — <i>Viering 50 jaar vrouwenstemrecht.</i>
17 décembre 1998. — 17 december 1998	Conférence de presse. — <i>Persconferentie</i>	Publication de l'avis concernant les propositions relatives à l'égalité des femmes et des hommes pour ce qui est de la participation aux décisions politiques. — <i>Bekendmaking van het advies over de voorstellen met betrekking tot de gelijkheid van vrouwen en mannen in de deelname van de politieke besluitvorming.</i>
29 janvier 1999. — 29 januari 1999	Audition publique en présence de la presse. — <i>Openbare hoorzitting in aanwezigheid van de pers</i>	Audition du constitutionnaliste portugais J. Miranda sur l'égalité des chances entre les hommes et les femmes dans la Constitution: l'exemple portugais. — <i>Hoorzitting met de Portugese grondwetspecialist J. Miranda over «Gelijke kansen voor mannen en vrouwen in de Grondwet: het Portugese voorbeeld.</i>

4.2. Site Internet de la CCEC

Voir *supra*, point 3.4.

4.3. Publications

Outre les rapports et les avis qu'a rédigés le comité d'avis (voir *supra*, point 3.3) et qui sont disponibles en tant que documents du Sénat, le comité d'avis a publié les ouvrages suivants :

- *Rapport de la première conférence des commissions parlementaires chargées de la politique de l'égalité des chances des femmes et des hommes dans les États membres de l'Union européenne et au Parlement européen (CCEC) sur: « le droit à l'égalité des femmes et des hommes dans les conventions européennes »*

Le rapport de la première conférence de la CCEC prévoit, dans une première partie, la conclusion de l'accord de coopération entre des commissions parlementaires chargées de l'égalité des chances en Europe et reproduit le commentaire d'une série d'experts sur l'utilité et le sens d'un tel accord de coopération.

En outre, ce document retrace intégralement le déroulement des travaux qui ont entouré la mise au point de la recommandation visant à inscrire le droit à l'égalité des femmes et des hommes dans les conven-

4.2. Website van de CCEC op het Internet

Zie *supra* punt 3.4.

4.3. Publicaties

Naast de verslagen en de adviezen die het Adviescomité uitbracht (zie *supra* punt 3.3) en die als gedrukt stuk van de Senaat beschikbaar zijn, bracht het adviescomité de volgende publicaties uit :

- *Verslag van de eerste conferentie van de parlementaire commissies bevoegd voor gelijke kansen van vrouwen en mannen in de lidstaten van de Europese Unie en in het Europees Parlement (CCEC) over: « Het recht op gelijkheid van vrouwen en mannen in de Europese Verdragen ».*

Het verslag van de eerste conferentie van de CCEC bevat in een eerste deel de stichting van het samenwerkingsverband tussen parlementaire commissies bevoegd voor gelijke kansen in Europa, samen met een toelichting door een aantal deskundigen over het nut en de zin van zo'n samenwerkingsverband.

Tevens geeft dit document een volledige weergave van het verloop van de werkzaamheden rond de Aanbeveling strekkende tot het opnemen van het recht op gelijkheid van vrouwen en mannen in de Europese

tions européennes. Les allocutions y sont toutes mentionnées et l'on y a indiqué comment se sont déroulés les débats.

Ce document a été réalisé avec l'aide financière de la Commission européenne, dans le cadre du quatrième programme d'action communautaire pour l'égalité des chances des femmes et des hommes (1996-2000). Le rapport compte une centaine de pages et est tiré à cinq cents exemplaires par langue (néerlandais, français et anglais).

- *Répertoire de commissions parlementaires chargées de la politique de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans les États membres de l'UE et au Parlement européen (CCEC)*

Le répertoire de la CCEC donne un aperçu des commissions parlementaires chargées de la politique de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes des parlements nationaux des États membres de l'UE, du Parlement européen et d'un certain nombre d'institutions parlementaires supranationales, aperçu qui a été réalisé sur la base d'études comparatives de deux expertes, à savoir Mme Vogel-Polsky, professeur émérite à l'Université libre de Bruxelles et experte pour le Conseil de l'Europe et la Commission européenne, et Mme Carton, collaboratrice scientifique à la Katholieke Universiteit Leuven, Département de sociologie. Le répertoire comprend également une liste fonctionnelle d'adresses des commissions parlementaires qui font partie de la CCEC.

Ce document a également été réalisé avec le soutien de la Commission européenne, dans le cadre du quatrième programme d'action communautaire pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes (1996-2000) et comporte quelque nonante pages. Son tirage est de sept cents exemplaires par langue (néerlandais, français, anglais).

- *Dépliant « 50 ans de droit de vote des femmes »*

À l'occasion de la commémoration des cinquante ans de droit de vote des femmes, le comité d'avis a publié, d'abord en 1998 et, ensuite une nouvelle fois en collaboration avec le comité d'avis pour l'émancipation sociale de la Chambre des représentants — un dépliant informatif contenant des données relatives, d'une part, à la participation des femmes à la politique en Belgique et en Europe et d'autre part, aux initiatives belges et européennes visant à promouvoir la présence des femmes en politique.

- *Brochure « Une femme, une voix »*

En 1998 fut organisée, en collaboration avec le centre féministe Amazone, une exposition sur l'évolution de la participation des femmes à la politique en Belgique. La brochure « *Une femme, une voix* » a été diffusée lors de cette exposition. Le 13 mai 1998, cette exposition a été ouverte au public dans le péristyle du

Verdragen. Alle toespraken en het verloop van de debatten worden hierin opgenomen.

Dit document werd gerealiseerd met de financiële steun van de Europese Commissie, in het kader van het vierde communautair actieprogramma inzake gelijke kansen voor vrouwen en mannen (1996-2000). Het rapport telt een honderdtal bladzijden en een oplage van vijfhonderd exemplaren per taal (Nederlands, Frans en Engels).

- *Repertorium van parlementaire commissies bevoegd voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen in de EU-lidstaten en in het Europees Parlement (CCEC)*

Het repertorium van de CCEC brengt de parlementaire commissies bevoegd voor gelijke kansen van vrouwen en mannen van de nationale Parlementen van de EU-lidstaten, van het Europees Parlement en van een aantal supranationale parlementaire instellingen in kaart, aan de hand van vergelijkende studies uitgevoerd door twee deskundigen, mevrouw Vogel-Polsky, professor emeritus aan de Universiteit Libre de Bruxelles en deskundige voor de Raad van Europa en voor de Europese Commissie, en mevrouw Carton, wetenschappelijk medewerkster aan de Katholieke Universiteit Leuven, Departement Sociologie. Het repertorium bevat eveneens een handige adressenlijst van de parlementaire commissies die deel uitmaken van de CCEC.

Dit document werd eveneens gerealiseerd met de steun van de Europese Commissie, in het kader van het vierde communautair actieprogramma inzake gelijke kansen voor vrouwen en mannen (1996-2000) en bevat een negentigtal bladzijden. Het heeft een oplage van zevenhonderd exemplaren per taal (Nederlands, Frans, Engels).

- *Folder « 50 jaar vrouwenstemrecht »*

Naar aanleiding van de herdenking van vijftig jaar vrouwenstemrecht, werd in 1998 door het Adviescomité — later nogmaals in samenwerking met het Adviescomité voor Maatschappelijke emancipatie van de Kamer van volksvertegenwoordigers — een informatieve folder uitgegeven met gegevens over de aanwezigheid van vrouwen in de politiek in België en Europa en de verschillende Belgische en Europese initiatieven ter bevordering van de aanwezigheid van vrouwen in de politiek.

- *Brochure « Een vrouw, een stem »*

In 1998 werd in samenwerking met het vrouwen-centrum Amazone een tentoonstelling uitgewerkt met betrekking tot de evolutie van de deelname van vrouwen aan de politiek in België. Bij deze tentoonstelling werd de brochure « *Een vrouw, Een stem* » uitgegeven. Op 13 mei 1998 werd deze tentoonstelling in het

Parlement. Les objets exposés ont ensuite été prêtés et exhibés dans différentes villes et communes

4.4. Relations avec la société civile

Durant ses travaux, le comité d'avis a tenté, dans toute la mesure du possible, d'atteindre et d'associer une large base. C'est dans cette optique qu'il a organisé des auditions en vue de préparer les avis relatifs à l'évaluation du traité d'Amsterdam, au Fonds d'équipements et de services collectifs, aux rapports de Pékin de la ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la politique d'égalité des chances et du secrétaire d'État à la Coopération au développement, à la restructuration de la police et à la place des femmes dans la prise de décisions politiques (1).

Une attention particulière a été consacrée à ce qui bouge au sein du mouvement féministe. C'est ainsi qu'à la première conférence de la CCEC, un grand nombre de représentant(e)s des organisations féministes ont été invité(e)s comme observateur(trice)s.

Pour le reste, il existe également un lien formel entre le comité d'avis et l'ASBL Amazone, le centre féministe fédéral. La présidente du comité d'avis est membre d'office du conseil d'administration d'Amazone.

5. Conclusion

1. Le comité d'avis exerce, en matière d'égalité des chances entre les femmes et les hommes, une compétence consultative tant spécifique que générale.

Au cours de la période 1996-1999, il a formulé une série d'avis de valeur, dont plusieurs ont abouti à une législation concrète, comme par exemple l'avis relatif à la proposition de loi visant à réduire la violence conjugale et la proposition de loi abrogeant l'article 413 du Code pénal: cette proposition est devenue loi au cours de la présente législature (*Moniteur belge* du 6 février 1998); l'avis concernant le Fonds d'équipements et de services collectifs et le financement de l'accueil des enfants: le § 1^{er} de l'article 40 de la loi du 22 février 1998 portant des dispositions sociales a tenu compte de l'avis du comité; et l'avis relatif à l'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans la réorganisation de la police: l'article 129 de la loi du 7 décembre 1998 organisant un service de police intégré dispose que le statut des fonctionnaires de police garantit l'égalité des chances entre hommes et femmes au sein de la police fédérale et de la police locale.

(1) Voir *supra*, point 3.2, pour un aperçu des avis et rapports rédigés.

perystilium van het Parlement geopend voor het publiek. De tentoonstelling werd later uitgeleend en tentoongesteld in verschillende steden en gemeenten.

4.4. Relaties met het middenveld

Het Adviescomité heeft tijdens haar werkzaamheden zoveel mogelijk geprobeerd een ruime basis te bereiken en te betrekken. Daartoe werden hoorzittingen georganiseerd ter voorbereiding van de adviezen met betrekking tot de evaluatie van het Verdrag van Amsterdam, het Fonds voor Collectieve Uitrustingen en Diensten, de Pekingrapporten van de minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Gelijkekansenbeleid en de staatssecretaris voor Ontwikkelingsamenwerking, de herstructurering van de politie, vrouwen en politieke besluitvorming (1).

Een bijzondere aandacht ging uit naar wat leeft binnen de vrouwenbeweging. Zo werd bijvoorbeeld op de Eerste Conferentie van de CCEC een groot aantal vertegenwoordig(st)ers van de vrouwenorganisaties als waarne(e)m(st)er uitgenodigd.

Verder bestaat er ook een formele band tussen het Adviescomité en Amazone VZW, het federaal vrouwen centrum. De voorzitter van het Adviescomité maakt ambtshalve deel uit van de beheerraad van Amazone.

5. Besluit

1. Het Adviescomité heeft zowel een specifieke als een horizontale adviesbevoegdheid voor gelijke kansen van vrouwen en mannen.

Het Adviescomité heeft in de loop van de periode 1996-1999 een reeks waardevolle adviezen geformuleerd waarvan er enkele uitgemond zijn in concrete wetgeving, bijvoorbeeld het advies met betrekking tot het wetsvoorstel strekkende om het echtelijk geweld aan banden te leggen en het wetsvoorstel tot opheffing van artikel 413 van het Strafwetboek: dit voorstel werd tijdens deze legislatuur wet (*Belgisch Staatsblad* van 6 februari 1998), het advies betreffende het Fonds voor collectieve uitrustingen en diensten en de financiering van kinderopvang: overeenkomstig artikel 40 van de wet van 22 februari 1998 houdende sociale bepalingen werd in paragraaf 1 tegemoetgekomen aan het advies van het Adviescomité, en het advies betreffende de gelijke kansen voor vrouwen en mannen bij de reorganisatie van de politie: artikel 129 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst bepaalt dat het statuut van de politieambtenaren de gelijke kansen voor vrouwen en mannen in de federale en de lokale politie waarborgt.

(1) Zie *supra* punt 3.2 voor een overzicht van de uitgebrachte adviezen en verslagen.

2. Le comité d'avis a contribué à la revalorisation des travaux et des débats parlementaires. En sa qualité de chambre de réflexion, le nouveau Sénat de Belgique est le lieu par excellence où doivent être abordés les thèmes sociaux fondamentaux tels que l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. En outre, avec 26 % de sénatrices (19 sur 73), le Sénat peut être considéré comme un moteur de la démocratie paritaire. Le comité d'avis a fait prévaloir de manière conséquente le point de vue du genre, dans le dossier des pensions, par exemple, en ce sens que l'avis unanime du comité d'avis a été défendu par les sénateurs des différents groupes politiques au cours du débat en séance plénière sur la réforme des pensions. Le comité d'avis a par ailleurs examiné un certain nombre de thèmes nouveaux dans une perspective hommes/femmes, notamment dans son avis relatif à la note politique du gouvernement au Parlement concernant la Conférence intergouvernementale de 1996 et dans l'avis sur les conséquences de la société de l'information.

3. Le comité d'avis ne s'est pas enfermé dans une tour d'ivoire; il a établi le contact avec la société civile. Au cours de ses travaux, il a, par des auditions, noué le dialogue avec maintes organisations spécialisées dans les matières examinées à ce moment-là, par exemple dans le cadre de l'avis relatif à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes lors de la réorganisation des services de police. Ce contact s'est aussi concrétisé par des campagnes de sensibilisation, par exemple à l'occasion de la célébration du 50^e anniversaire du droit de vote des femmes: des jeunes femmes ont été invitées au Sénat pour débattre du sujet de la femme et de la politique.

4. Le comité d'avis a fait oeuvre de pionnier en mettant sur pied un accord de coopération structurel européen entre les commissions parlementaires compétentes en matière d'égalité des chances des femmes et des hommes dans les États membres de l'Union européenne et au Parlement européen (CCEC). Cette initiative était novatrice, vu que rien de semblable n'avait jamais été conçu sur le plan parlementaire. La première conférence de la CCEC a eu lieu au Sénat de Belgique, sous l'impulsion du comité d'avis. Chaque année, la présidence est transmise à un autre État membre.

5. Compte tenu de son statut, le comité d'avis n'a guère de pouvoir: en application du Règlement du Sénat (article 77bis, 4 et 5), ses compétences restent limitées du fait qu'il n'est pas considéré comme une commission à part entière.

En vertu de l'article 24 du Règlement, le président du Sénat peut décider d'office ou à la demande d'une commission de demander un avis motivé sur un projet ou une proposition de loi à une autre commission que celle qui a été saisie. Par ailleurs, conformément à

2. Het Adviescomité heeft bijgedragen tot het opwaarderen van het parlementair werk en debat. De nieuwe Belgische Senaat in zijn hoedanigheid van reflectiekamer is de plaats bij uitstek om fundamentele maatschappelijke thema's, zoals gelijke kansen voor mannen en vrouwen, te behandelen. Bovendien kan de Senaat met 26 % vrouwelijke senatoren (19 op 73) beschouwd worden als een motor voor paritaire democratie. Het Adviescomité heeft consequent de genderinvalshoek gehanteerd, bijvoorbeeld in het pensioendossier waarbij het unaniem advies van het Adviescomité door de senatoren van de verschillende politieke fracties verdedigd werd tijdens het plenair debat over de pensioenhervorming. Verder heeft het Adviescomité een aantal nieuwe thema's vanuit genderperspectief bekeken, onder andere in het advies over de beleidsnota van de regering aan het Parlement betreffende de Intergouvernementele Conferentie van 1996 en in het advies over de gevolgen van de informatiemaatschappij.

3. Het Adviescomité heeft niet in een ivoren toren gewerkt maar heeft de link gelegd met het maatschappelijk middenveld. Het Adviescomité is tijdens zijn werkzaamheden via hoorzittingen in dialoog getreden met talrijke organisaties onderlegd in de op dat moment behandelde materies. Een voorbeeld hiervan is het advies over de gelijke kansen voor mannen en vrouwen bij de reorganisatie van de politiediensten. Dit contact gebeurde ook via sensibiliseringscampagnes. Bijvoorbeeld naar aanleiding van de viering van 50 jaar vrouwenstemrecht werden jonge vrouwen uitgenodigd naar de Senaat om te debatteren over vrouwen en politiek.

4. Het Adviescomité heeft pionierswerk verricht door een Europees structureel samenwerkingsverband op te zetten tussen de parlementaire commissies bevoegd voor de gelijke kansen voor vrouwen en mannen in de lidstaten van de Europese Unie en in het Europees Parlement (CCEC). Dergelijk initiatief heeft een baanbrekende impact gehad omdat op parlementair vlak zo iets nog nooit was uitgebracht. Deze eerste Conferentie van de CCEC vond plaats in de Belgische Senaat onder de stuwende kracht van het Adviescomité. Ieder jaar wordt het voorzitterschap doorgegeven aan een andere lidstaat.

5. Het Adviescomité beschikt, gezien haar statuut, over weinig armslag: het Adviescomité is omwille van het Reglement van de Senaat (artikel 77bis, 4 en 5) beperkt in haar bevoegdheden omdat het niet als een volwaardige commissie wordt beschouwd.

Overeenkomstig artikel 24 van het Reglement van de Senaat kan de Senaatsvoorzitter ambtshalve of op verzoek van een commissie, beslissen dat over een ontwerp of voorstel van wet dat naar een commissie is verzonden, een beredeneerd advies van een andere

l'article 77bis, 4, du Règlement du Sénat, le comité d'avis peut également, de sa propre initiative, donner un avis sur un projet ou une proposition de loi dont une commission est saisie ou se prononcer plus généralement sur des questions relatives à l'égalité des chances entre les femmes et les hommes et faire à ce sujet un rapport écrit.

Dans ces deux cas, toutefois, la discussion sur le fond est faite par la commission compétente, étant entendu que dans la première hypothèse, la commission compétente ne peut pas conclure la discussion avant d'avoir reçu l'avis. Mais le comité d'avis n'a pas vraiment la garantie que ces avis seront effectivement discutés au sein de la commission compétente.

Si l'on veut étendre les compétences du comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes, une modification du Règlement s'impose. On devrait faire du comité d'avis une commission à part entière, comme c'est par exemple le cas de la Commission des droits de la femme du Parlement européen. Le Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes doit en tout cas avoir la possibilité de soumettre directement pour discussion à l'assemblée plénière un rapport d'initiative comprenant une proposition de résolution ou de texte final, de manière à ne pas devoir transiter par une commission. En outre, le comité demande que l'on réexamine la répartition des tâches entre les commissions du Sénat en fonction du rôle de la haute assemblée comme chambre de réflexion.

En ce qui concerne l'organisation et la préparation des grands débats de société, le comité d'avis estime que, compte tenu du nombre de sénateurs, ces tâches devraient être confiées à des commissions réunies.

6. Au cours de la prochaine législature, le comité d'avis entend promouvoir l'examen de sujets suivants dont il a déjà commencé de débattre :

— la modification du Règlement du Sénat en vue de donner davantage compétences au Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes;

— la révision des articles 10 et 11 de la Constitution en vue d'y inscrire la promotion de l'égalité des chances entre les hommes et les femmes;

— toutes les propositions visant à promouvoir la participation des femmes à la prise de décision politique;

— la position des femmes dans la sécurité sociale, et plus précisément l'importante question de l'individualisation des droits dans ce secteur;

commissie wordt gevraagd. Overeenkomstig artikel 77bis, 4, van het Reglement van de Senaat kan het Adviescomité daarnaast ook op eigen initiatief advies verstrekken over een ontwerp of voorstel van wet dat bij een commissie aanhangig is of zich op meer algemene wijze uitspreken over aangelegenheden in verband met gelijke kansen voor vrouwen en mannen en hierover in een gedrukt stuk verslag uitbrengen.

In beide gevallen echter gebeurt de bespreking ten gronde door de bevoegde commissie waarbij in het eerste geval de bevoegde commissie de bespreking niet kan afsluiten vooraleer zij het advies heeft ontvangen. Maar het Adviescomité heeft niet echt een garantie dat deze adviezen effectief zullen besproken worden in de bevoegde commissie.

Wil men de bevoegdheden van het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen uitbreiden, dan is een reglementswijziging aangewezen. Men zou van het Adviescomité een volwaardige commissie moeten maken, zoals dit bijvoorbeeld het geval is voor de Commissie voor de rechten van de vrouw van het Europees Parlement. In elk geval moet het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen de mogelijkheid krijgen om een initiatiefverslag waarin een voorstel van resolutie of eindtekst wordt geformuleerd, rechtstreeks aan de plenaire vergadering voor te leggen en daar te bespreken zodat men niet via een andere commissie moet gaan. Bovendien pleit het Adviescomité ervoor dat de huidige taakverdeling van de commissies in de Senaat zou worden herbekeken in functie van de rol van de Senaat als reflectiekamer.

Het voorbereiden en organiseren van belangrijke maatschappelijke debatten zou volgens het Adviescomité, gezien het gegeven aantal senatoren, best worden toevertrouwd aan gemeenschappelijke commissies.

6. Het Adviescomité wil de volgende onderwerpen, waarvan de bespreking reeds door het Adviescomité werd aangevat, naar voor schuiven om te behandelen tijdens de volgende legislatuur :

— de wijziging van het Reglement van de Senaat om het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen meer bevoegdheden te geven;

— de herziening van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet voor het opnemen van het bevorderen van de gelijke kansen voor mannen en vrouwen in de Grondwet;

— alle voorstellen om de deelname van vrouwen aan de politieke besluitvorming te bevorderen;

— de positie van de vrouwen in de sociale zekerheid, meer bepaald de belangrijke vraag naar de individualisering van de rechten in de sociale zekerheid;

— la discussion du rapport de suivi de la conférence de Pékin, présenté par le gouvernement fédéral.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 10 membres présents.

La rapporteuse,
Erika THIJIS.

La présidente,
Sabine DE BETHUNE.

— bespreking van het Peking-rapport van de federale regering.

Het verslag is goedgekeurd bij eenparigheid van de 10 aanwezige leden.

De rapporteur,
Erika THIJIS.

De voorzitter,
Sabine DE BETHUNE.

ANNEXE 1

BIJLAGE 1

SESSION DE 1995-1996

ZITTING 1995-1996

Date Datum	Durée Duur	Ordre du jour Agenda
18.01.1996	1.20	Nomination du Bureau. — <i>Benoeming van het Bureau</i>
25.01.1996	0.55	La Conférence intergouvernementale de 1996. Rapporteuse: Mme Delcourt-Pêtre. Amendements de Mme Bribosia et consorts au projet de mémorandum (n° 1-140/1) présenté par le Comité d'avis fédéral chargé de questions européennes. Formulation d'un avis. — <i>Intergouvernementele Conferentie 1996. Rapporteur: mevrouw Delcourt-Pêtre. Amendementen van mevrouw Bribosia-Picard c.s. op het ontwerp van memorandum (nr. 1-140/1) voorgesteld door het Federaal Adviescomité voor Europese Aangelegenheden. Formulering van een advies.</i>
01.02.1996	1.00	La Conférence intergouvernementale de 1996. Rapporteuse: Mme Delcourt-Pêtre. Avis sur le projet de mémorandum (n° 1-140/1) présenté par le Comité d'avis fédéral chargé de questions européennes. Le rapport a été approuvé à l'unanimité (8 voix). — <i>Intergouvernementele Conferentie 1996. Rapporteur: mevrouw Delcourt-Pêtre. Advies over het ontwerp van memorandum (nr. 1-140/1) voorgesteld door het Federaal Adviescomité voor Europese Aangelegenheden. Het verslag is eenparig goedgekeurd (8 stemmen).</i>
18.03.1996	2.00	— Proposition de loi visant à réduire la violence conjugale (de Mme Lizin et consorts); n° 1-269/1. Rapporteuse: Mme Delcourt-Pêtre. Discussion. — <i>Wetsvoorstel strekkende om het echtelijk geweld aan banden te leggen (van mevrouw Lizin c.s.); nr. 1-269/1. Rapporteur: mevrouw Delcourt-Pêtre. Bespreking.</i> — La situation du Fonds d'équipements et de services collectifs. Échange de vues. — <i>De situatie van het Fonds voor collectieve uitrustingen en diensten. Gedachtewisseling.</i> — L'avenir du secteur des pensions. Échange de vues. — <i>De toekomst van de pensioensector. Gedachtewisseling.</i>
01.04.1996	2.15	Proposition de loi visant à réduire la violence conjugale (de Mme Lizin et consorts); n° 1-269/1. Rapporteuse: Mme Delcourt-Pêtre. Échange de vues avec les organisations qui apportent de l'aide aux victimes de violence conjugale. — <i>Wetsvoorstel strekkende om het echtelijk geweld aan banden te leggen (van mevrouw Lizin c.s.); nr. 1-269/1. Rapporteur: mevrouw Delcourt-Pêtre. Gedachte-wisseling met de organisaties die hulp verstrekken aan slachtoffers van echtelijk geweld.</i>
02.05.1996	1.15	— Proposition de loi visant à réduire la violence conjugale (de Mme Lizin et consorts); n° 1-269/1. Rapporteuse: Mme Delcourt-Pêtre. — <i>Wetsvoorstel strekkende om het echtelijk geweld aan banden te leggen (van mevrouw Lizin c.s.); nr. 1-269/1. Rapporteur: mevrouw Delcourt-Pêtre.</i> Proposition de loi abrogeant l'article 413 du Code pénal (de M. Coveliers); n° 1-300/1. Rapporteuse: Mme Delcourt-Pêtre. Discussion en vue de rendre un avis. — <i>Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 413 van het Strafwetboek (van de heer Coveliers); nr. 1-300/1. Rapporteur: mevrouw Delcourt-Pêtre. Bespreking met het oog op het uitbrengen van een advies.</i>
28.05.1996	1.40	Rencontre avec Mme Fatima Ahmed Ibrahim, présidente de la Fédération des femmes de Pan-Afrique. — <i>Ontmoeting met mevrouw Fatima Ahmed Ibrahim, voorzitter van de Pan-Afrikaanse Vrouwenfederatie.</i>
30.05.1996	1.50	Proposition de loi visant à réduire la violence conjugale (de Mme Lizin et consorts); n° 1-269/1. Rapporteuse: Mme Delcourt-Pêtre. — <i>Wetsvoorstel strekkende om het echtelijk geweld aan banden te leggen (van mevrouw Lizin c.s.); nr. 1-269/1. Rapporteur: mevrouw Delcourt-Pêtre.</i> — Proposition de loi abrogeant l'article 413 du Code pénal (de M. Coveliers); n° 1-300/1. Rapporteuse: Mme Delcourt-Pêtre. Discussion en vue de rendre un avis. — <i>Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 413 van het Strafwetboek (van de heer Coveliers); nr. 1-300/1. Rapporteur: mevrouw Delcourt-Pêtre. Bespreking met het oog op het uitbrengen van een advies.</i> — L'avenir du secteur des pensions. Échange de vues. — <i>De toekomst van de pensioensector. Gedachtewisseling.</i>
12.06.1996	2.05	— L'avenir du secteur des pensions. Rapporteuse: Mme Bribosia-Picard. Discussion en vue de rendre un avis. — <i>De toekomst van de pensioensector. Rapporteur: mevrouw Bribosia-Picard. Bespreking met het oog op het uitbrengen van een advies.</i>
19.06.1996	2.55	— L'avenir du secteur des pensions. Rapporteuse: Mme Bribosia-Picard. Discussion en vue de rendre un avis. — <i>De toekomst van de pensioensector. Rapporteur: mevrouw Bribosia-Picard. Bespreking met het oog op het uitbrengen van een advies.</i> — Proposition de loi visant à réduire la violence conjugale (de Mme Lizin et consorts); n° 1-269/1. Rapporteuse: Mme Delcourt-Pêtre. — <i>Wetsvoorstel strekkende om het echtelijk geweld aan banden te leggen (van mevrouw Lizin c.s.); nr. 1-269/1. Rapporteur: mevrouw Delcourt-Pêtre.</i>

Date — Datum	Durée — Duur	Ordre du jour — Agenda
--------------------	--------------------	------------------------------

— Proposition de loi abrogeant l'article 413 du Code pénal (de M. Coveliers); n° 1-300/1. Rapporteuse: Mme Delcourt-Pêtre. Discussion en vue de rendre un avis. — *Wetsvoorstel tot opheffing van artikel 413 van het Strafwetboek (van de heer Coveliers); nr. 1-300/1. Rapporteur: mevrouw Delcourt-Pêtre. Bespreking met het oog op het uitbrengen van een advies.*

SESSION DE 1996-1997

ZITTING 1996-1997

Date — Datum	Durée — Duur	Ordre du jour — Agenda
18.10.1996	2.00	L'avenir du secteur des pensions. Rapporteuse: Mme Bribosia-Picard. Échange de vues. — <i>De toekomst van de pensioensector. Rapporteur: mevrouw Bribosia-Picard. Gedachtewisseling.</i>
23.10.1996	1.50	L'avenir du secteur des pensions. Rapporteuse: Mme Bribosia-Picard. Suite de l'échange de vues. — <i>De toekomst van de pensioensector. Rapporteur: mevrouw Bribosia-Picard. Voortzetting van de gedachtewisseling.</i>
22.11.1996	1.30	L'avenir du secteur des pensions. Les pensions des indépendants et des personnes ayant une carrière mixte. Rapporteuse: Mme Bribosia-Picard. Échange de vues. — <i>De toekomst van de pensioensector. De pensioenen van zelfstandigen en van personen met een gemengde loopbaan. Rapporteur: mevrouw Bribosia-Picard. Gedachtewisseling.</i>
04.12.1996	1.35	Le Fonds d'équipements et de services collectifs. Échange de vues. — <i>Fonds voor collectieve uitrustingen en diensten. Gedachtewisseling.</i>
11.12.1996	1.50	— Le Fonds d'équipements et de services collectifs. Rapporteuse: Mme Delcourt-Pêtre. Discussion. — <i>Fonds voor collectieve uitrustingen en diensten. Rapporteur: mevrouw Delcourt-Pêtre. Bespreking.</i> — L'avenir du secteur des pensions. Rapporteuses: Mmes Nelis-Van Liedekerke et Bribosia-Picard. — <i>De toekomst van de pensioensector. Rapporteurs: de dames Nelis-Van Liedekerke en Bribosia-Picard.</i>
20.12.1996	0.50	Le Fonds d'équipements et de services collectifs. Rapporteuse: Mme Delcourt-Pêtre. Discussion. — <i>Fonds voor collectieve uitrustingen en diensten. Rapporteur: mevrouw Delcourt-Pêtre. Bespreking.</i>
10.01.1997	1.50	— Action pour une coopération entre les Commissions pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes des États membres de l'Union européenne et du Parlement européen. Ordre des travaux. — <i>Actie voor een samenwerkingsverband van de Commissies gelijke kansen voor vrouwen en mannen in de lidstaten van de Europese Unie en in het Europees Parlement. Regeling van de werkzaamheden.</i> — Le Fonds d'équipements et de services collectifs. Rapporteuse: Mme Delcourt-Pêtre. Discussion. — <i>Fonds voor collectieve uitrustingen en diensten. Rapporteur: mevrouw Delcourt-Pêtre. Bespreking.</i>
23.01.1997	1.40	— L'égalité entre les hommes et les femmes en matière de réforme des pensions. — <i>Gelijkberechtiging van mannen en vrouwen inzake de hervorming van de pensioenen.</i> — Évaluation des mesures annoncées par le gouvernement dans le secteur des pensions des travailleurs salariés; n° 1-387/2. Rapporteuse: Mme Bribosia-Picard. Le rapport a été approuvé à l'unanimité (8 voix). — <i>Evaluation van de aangekondigde regeringsmaatregelen in de sector van de werknemerspensioenen; nr. 1-387/2. Rapporteur: mevrouw Bribosia-Picard. Het verslag is eenparig goedgekeurd (8 stemmen).</i> — Évaluation des mesures annoncées par le gouvernement dans le secteur des pensions des travailleurs indépendants; n° 1-387/3. Rapporteuse: Mme Nelis-Van Liedekerke. Le rapport a été approuvé à l'unanimité (8 voix). — <i>Evaluatie van de aangekondigde regeringsmaatregelen in de sector van de pensioenen voor zelfstandigen; nr. 1-387/3. Rapporteur: mevrouw Nelis-Van Liedekerke. Het verslag is eenparig goedgekeurd (8 stemmen).</i>
24.01.1997	2.35	Action pour une coopération entre les Commissions pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes des États membres de l'Union européenne et du Parlement européen. Échange de vues. Ordre des travaux. — <i>Actie voor een samenwerkingsverband van de Commissies gelijke kansen voor vrouwen en mannen in de lidstaten van de Europese Unie en in het Europees Parlement. Gedachtewisseling. Regeling van de werkzaamheden.</i>
07.02.1997	2.40	— La réforme du secteur des pensions. Discussion. — <i>De hervorming van de pensioensector. Bespreking.</i> — L'attention à accorder aux femmes dans la coopération belge au développement. Rapporteuse: Mme Thijs. Échange de vues. — <i>De aandacht voor de vrouw in de Belgische Ontwikkelingssamenwerking. Rapporteur: mevrouw Thijs. Gedachtewisseling.</i> — Préparation de la Journée internationale de la femme du 8 mars 1997. Ordre de travaux. — <i>Vorbereiding van de Internationale Vrouwendag op 8 maart 1997. Regeling van de werkzaamheden.</i>
21.02.1997 am	2.40	Le Fonds d'équipements et de services collectifs. Rapporteuse: Mme Delcourt-Pêtre. Échange de vues avec des représentants de l'Office de la naissance et de l'enfance, de «Kind en Gezin» et du Fonds des équipements et des services collectifs. — <i>Fonds voor collectieve uitrustingen en diensten. Rapporteur: mevrouw Delcourt-Pêtre. Gedachtewisseling met vertegenwoordigers van Kind en Gezin, van «l'Office de la naissance et de l'enfance» en van het Fonds voor collectieve uitrustingen en diensten.</i>

Date — Datum	Durée — Duur	Ordre du jour — Agenda
21.02.1997 pm	2.20	Le Fonds d'équipements et de services collectifs. Rapporteuse: Mme Delcourt-Pêtre. Échange de vues avec des délégations de la commission de la Santé, des Matières sociales, des Sports et de l'Aide à la jeunesse du Parlement de la Communauté française et de la « commission voor Welzijn, Gezondheid en Gezin » du « Vlaams Parlement ». — <i>Fonds voor collectieve uitrustingen en diensten. Rapporteur: mevrouw Delcourt-Pêtre. Gedachtewisseling met delegaties van de commissie voor Welzijn, Gezondheid en Gezin van het Vlaams Parlement en van de « commission de la Santé, des Matières sociales, des Sports et de l'Aide à la jeunesse » van het « Parlement de la Communauté française ».</i>
05.03.1997	1.20	Rapport au Parlement sur l'application des résolutions de la Conférence mondiale sur les femmes réunie à Pékin du 4 au 14 septembre 1995. Échange de vues avec la ministre chargée de la politique de l'égalité des chances entre hommes et femmes. — <i>Verlag aan het Parlement betreffende de controle op de toepassing van de resoluties van de Wereldvrouwenconferentie die van 4 tot 14 september 1995 in Peking heeft plaatsgehad. Gedachtewisseling met de minister belast met het beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen.</i>
07.03.1997	1.50	— Proposition de résolution relative à l'égalité entre les hommes et les femmes en matière de réforme des pensions des travailleurs salariés (de Mme Bribosia-Picard et consorts); n° 1-54/1. La proposition de résolution sera retirée. — <i>Voorstel van resolutie betreffende de gelijkberechtiging van mannen en vrouwen inzake de hervorming van de werknemerspensioenen (van mevrouw Bribosia-Picard c.s.); nr. 1-54/1. Het voorstel van resolutie zal worden ingetrokken.</i> — Action pour une coopération entre les Commissions pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes des États membres de l'Union européenne et du Parlement européen. Ordre des travaux. — <i>Actie voor een samenwerkingsverband van de Commissies gelijke kansen voor vrouwen en mannen in de lidstaten van de Europese Unie en in het Europees Parlement. Regeling van de werkzaamheden.</i>
21.03.1997	2.10	Action pour une coopération entre les Commissions pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes des États membres de l'Union européenne et du Parlement européen. Discussion d'un texte de base en vue de la Conférence de constitution. — <i>Actie voor een samenwerkingsverband van de Commissies gelijke kansen voor vrouwen en mannen in de lidstaten van de Europese Unie en in het Europees Parlement. Bespreking van een basistekst met het oog op de Stichtingsconferentie.</i>
27.03.1997	2.15	Action pour une coopération entre les Commissions pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes des États membres de l'Union européenne et du Parlement européen. Programme de la Conférence de constitution, répartition des rôles et procédure. — <i>Actie voor een samenwerkingsverband van de Commissies gelijke kansen voor vrouwen en mannen in de lidstaten van de Europese Unie en in het Europees Parlement. Programma van de Stichtingsconferentie, taakverdeling en procedure.</i>
18.04.1997	2.05	Action pour une coopération entre les Commissions pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes des États membres de l'Union européenne et du Parlement européen. Prolongation du projet. Programme définitif de la Conférence de constitution. — <i>Actie voor een samenwerkingsverband van de Commissies gelijke kansen voor vrouwen en mannen in de lidstaten van de Europese Unie en in het Europees Parlement. Voortzetting van het project. Definitief programma van de Stichtingsconferentie.</i>
16.05.1997	2.15	Le Fonds d'équipements et de services collectifs. Rapporteuse: Mme Delcourt-Pêtre. Audition des partenaires sociaux. — <i>Fonds voor collectieve uitrustingen en diensten. Rapporteur: mevrouw Delcourt-Pêtre. Hoorzitting met de sociale partners.</i>
11.06.1997	1.50	Le Fonds d'équipements et de services collectifs. Rapporteuse: Mme Delcourt-Pêtre. Un avis a été rendu à l'unanimité des 8 membres présents. — <i>Fonds voor collectieve uitrustingen en diensten. Rapporteur: mevrouw Delcourt-Pêtre. Het Adviescomité brengt bij eenparigheid (8 stemmen) een advies uit.</i>
23.09.1997	2.30	Rencontre avec une délégation d'AWEPA. Échange de vues. — <i>Ontmoeting met een AWEPA-delegatie. Gedachtewisseling.</i>
09.10.1997	3.00	Évaluation du nouveau Traité européen d'Amsterdam concernant l'égalité des femmes. Rapporteuse: Mme Bribosia-Picard. Échange de vues. Auditions. Discussion en vue de rendre un avis. — <i>Evaluatie van het nieuwe Europese Verdrag van Amsterdam in het licht van de gelijkheid van vrouwen en mannen. Rapporteur: mevrouw Bribosia-Picard. Gedachtewisseling. Hoorzittingen. Bespreking met het oog op het uitbrengen van een advies.</i>

SESSION DE 1997-1998

ZITTING 1997-1998

Date — Datum	Durée — Duur	Ordre du jour — Agenda
22.10.1997	2.35	<p>Évaluation du nouveau Traité européen d'Amsterdam concernant l'égalité des femmes. Rapporteuse: Mme Bribosia-Picard. Lecture du rapport sur les auditions. Discussion en vue de rendre un avis. — <i>Evaluatie van het nieuwe Europese Verdrag van Amsterdam in het licht van de gelijkheid van vrouwen en mannen. Rapporteur: mevrouw Bribosia-Picard. Lezing van het verslag over de hoorzittingen. Bespreking met het oog op het uitbrengen van een advies.</i></p> <p>Activités dans le cadre de «Cinquante années de droit de vote pour les femmes en Belgique». Échanges de vues. — <i>Activiteiten in het kader van «Vijftig jaar vrouwenstemrecht in België». Gedachtewisseling.</i></p> <p>— Ordre des travaux. — <i>Regeling van de werkzaamheden.</i></p>
12.11.1997	1.50	<p>Activités dans le cadre de «Cinquante années de droit de vote pour les femmes en Belgique». Ordre des travaux. — <i>Activiteiten in het kader van «Vijftig jaar vrouwenstemrecht in België. Regeling van de werkzaamheden.</i></p>
19.11.1997	0.30	<p>Évaluation du nouveau Traité européen d'Amsterdam concernant l'égalité des femmes; n° 1-752/1. Rapporteuse: Mme Bribosia-Picard. L'avis a été adopté à l'unanimité (8 voix). Le rapport a été approuvé à l'unanimité (8 voix). — <i>Evaluatie van het nieuwe Europese Verdrag van Amsterdam in het licht van de gelijkheid van vrouwen en mannen; nr. 1-752/1. Rapporteur: mevrouw Bribosia-Picard. Het advies is eenparig aangenomen (8 stemmen). Het verslag is eenparig goedgekeurd (8 stemmen).</i></p>
27.11.1997	1.00	<p>Action pour une coopération entre les Commissions pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes des États membres de l'Union européenne et du Parlement européen. Publication d'une brochure. Lecture des textes en projet. — <i>Actie voor een samenwerkingsverband van de Commissies gelijke kansen voor vrouwen en mannen in de lidstaten van de Europese Unie en in het Europees Parlement. Uitgave van een brochure. Lezing van de ontwerp teksten.</i></p>
16.12.1997	2.00	<p>— Action pour une coopération entre les Commissions pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes des États membres de l'Union européenne et du Parlement européen. Publication d'une brochure. Deuxième lecture des textes en projet. — <i>Actie voor een samenwerkingsverband van de Commissies gelijke kansen voor vrouwen en mannen in de lidstaten van de Europese Unie en in het Europees Parlement. Uitgave van een brochure. Tweede lezing van de ontwerp teksten.</i></p> <p>— Activités dans le cadre de «Cinquante années de droit de vote pour les femmes en Belgique». Discussion du programme. Publication d'un mémorial. Ordre des travaux. — <i>Activiteiten in het kader van «Vijftig jaar vrouwenstemrecht in België. Bespreking van het programma. Uitgifte van een gedenkboek. Regeling van de werkzaamheden.</i></p> <p>— Publication d'un rapport annuel. Échange de vues. Ordre des travaux. — <i>Uitgifte van een jaarverslag. Gedachtewisseling. Regeling van de werkzaamheden.</i></p> <p>— Débat en séance plénière sur la société d'information. Ordre des travaux. — <i>Debat in plenaire vergadering over de informatiemaatschappij. Regeling van de werkzaamheden.</i></p>
30.01.1998	3.15	<p>Note introductive à un débat concernant les implications de la société de l'information (de Mme Joëlle Milquet et consorts); n° 1-751/1. Rapporteuse: Mme Nelis-Van Liedekerke. Audition sur «Les femmes dans la société d'information». — <i>Inleiding tot een debat over de gevolgen van de informatiemaatschappij (van mevrouw Joëlle Milquet c.s.); nr. 1-751/1. Rapporteur: mevrouw Nelis-Van Liedekerke. Hoorzitting over «Vrouwen in de informatiemaatschappij».</i></p>
10.02.1998	3.10	<p>Audition publique «Les femmes et la coopération au développement». Rapporteuse: Mme Thijs. Échanges de vues avec le secrétaire d'État à la Coopération au développement, sur son rapport au Parlement suite au dépôt de la loi visant au contrôle de l'application des résolutions de la Conférence mondiale des femmes de Pékin. Audition et échanges de vues. — <i>Openbare hoorzitting «Vrouwen en ontwikkelingssamenwerking». Rapporteur: mevrouw Thijs. Gedachtewisseling met de staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking over zijn verslag aan het Parlement ingevolge de indiening van de wet strekkende tot controle op de toepassing van de resoluties van de Wereldvrouwenconferentie van Peking. Hoorzitting en gedachtewisseling.</i></p>
13.03.1998	3.20	<p>Audition publique «Les femmes et la coopération au développement». Rapporteuse: Mme Thijs. Audition et échanges de vues. — <i>Openbare hoorzitting «Vrouwen en Ontwikkelingssamenwerking». Rapporteur: mevrouw Thijs. Hoorzitting en gedachtewisseling.</i></p>

Date — Datum	Durée — Duur	Ordre du jour — Agenda
07.05.1998	2.30	<p>— Note introductive à un débat concernant les implications de la société de l'information (de Mme Joëlle Milquet et consorts); n° 1-751/1. Rapporteuse: Mme Nelis-Van Liedekerke. Discussion. — <i>Inleiding tot een debat over de gevolgen van de informatiemaatschappij (van mevrouw Joëlle Milquet c.s.); nr. 1-751/1. Rapporteur: mevrouw Nelis-Van Liedekerke. Bespreking.</i></p> <p>— Rapport au Parlement du secrétaire d'État chargé de la Coopération au développement suite à l'introduction de la loi du 6 mars 1996 visant au contrôle de l'application des résolutions de la Conférence mondiale sur les femmes, réunie à Pékin du 4 au 14 septembre 1995. Décembre 1996. Rapporteuse: Mme Thijs. Discussion. — <i>Verslag aan het Parlement van de staatssecretaris belast met de Ontwikkelingssamenwerking ingevolge de indiening van de wet van 6 maart 1996 strekkende tot controle op de toepassing van de resoluties van de Wereldvrouwenconferentie van Peking van 4 tot 14 september 1995. December 1996. Rapporteur: mevrouw Thijs. Bespreking.</i></p> <p>— Les femmes et la politique. Ordre des travaux. — <i>Vrouwen en politiek. Regeling van de werkzaamheden.</i></p> <p>— Journée d'événements «Cinquante années de droit de vote pour les femmes en Belgique», mercredi 13 mai 1998. Discussion. — <i>Evenementendag «Vijftig jaar vrouwenstemrecht in België, woensdag 13 mei 1998. Bespreking.</i></p>
20.05.1998	3.00	<p>— Proposition de résolution relative à la problématique de l'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans le cadre de la réorganisation de la police (de Mme de Bethune et consorts); n° 1-754/1. — <i>Voorstel van resolutie betreffende de gelijke kansen voor vrouwen en mannen bij de reorganisatie van de politie (van mevrouw de Bethune c.s.); nr. 1-754/1.</i></p> <p>— Proposition de résolution relative à une procédure exceptionnelle de recrutement de femmes policiers, à l'occasion de la réforme des polices (de Mme Lizin); n° 1-910/1. Rapporteur: M. Caluwé. Audition d'experts belges et étrangères. Discussion en vue de rendre un avis. — <i>Voorstel van resolutie betreffende het vaststellen van een bijzondere procedure om naar aanleiding van de politievorming vrouwelijke politieagenten in dienst te nemen (van mevrouw Lizin); nr. 1-910/1. Rapporteur: de heer Caluwé. Hoorzitting met Belgische en buitenlandse experts. Bespreking met het oog op het uitbrengen van een advies.</i></p>
03.06.1998	1.45	<p>— Note introductive à un débat concernant les implications de la société de l'information (de Mme Joëlle Milquet et consorts); n° 1-751/1. Rapporteuse: Mme Nelis-Van Liedekerke. Discussion de la proposition d'avis. — <i>Inleiding tot een debat over de gevolgen van de informatiemaatschappij (van mevrouw Joëlle Milquet c.s.); nr. 1-751/1. Rapporteur: mevrouw Nelis-Van Liedekerke. Bespreking van het voorstel van advies.</i></p> <p>— Rapport au Parlement du secrétaire d'État chargé de la Coopération au développement suite à l'introduction de la loi du 6 mars 1996 visant au contrôle de l'application des résolutions de la Conférence mondiale sur les femmes, réunie à Pékin du 4 au 14 septembre 1995. Décembre 1996. Rapporteuse: Mme Thijs. Discussion de la proposition d'avis. — <i>Verslag aan het Parlement van de staatssecretaris belast met de Ontwikkelingssamenwerking ingevolge de indiening van de wet van 6 maart 1996 strekkende tot controle op de toepassing van de resoluties van de Wereldvrouwenconferentie van Peking van 4 tot 14 september 1995. December 1996. Rapporteur: mevrouw Thijs. Bespreking van het voorstel van advies.</i></p> <p>— Ordre des travaux. — <i>Regeling van de werkzaamheden.</i></p>
10.06.1998	1.30	<p>— Proposition de résolution relative à la problématique des chances entre les femmes et les hommes dans le cadre de la réorganisation de la police (de Mme de Bethune et consorts); n° 1-754/1. — <i>Voorstel van resolutie betreffende de gelijke kansen voor vrouwen en mannen bij de reorganisatie van de politie (van mevrouw de Bethune c.s.); nr. 1-754/1.</i></p> <p>— Proposition de résolution relative à une procédure exceptionnelle de recrutement de femmes policiers, à l'occasion de la réforme des polices (de Mme Lizin); n° 1-910/1. Rapporteur: M. Caluwé. Discussion en vue de rendre un avis. — <i>Voorstel van resolutie betreffende het vaststellen van een bijzondere procedure om naar aanleiding van de politiehervorming vrouwelijke politieagenten in dienst te nemen (van mevrouw Lizin); nr. 1-910/1. Rapporteur: de heer Caluwé. Bespreking met het oog op het uitbrengen van een advies.</i></p>
24.06.1998	2.25	<p>Audition publique «Politique de l'égalité des chances - Loi Pékin». Rapporteuse: Mme Van der Wildt. Échanges de vues avec Mme Smet, ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique de l'égalité des chances entre hommes et femmes. Audition et échange de vues. — <i>Openbare hoorzitting «Gelijke kansenbeleid - Wet-Peking». Rapporteur: mevrouw Van der Wildt. Gedachtewisseling met mevrouw Smet, minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen. Hoorzitting en gedachtewisseling.</i></p>

Date — Datum	Durée — Duur	Ordre du jour — Agenda
09.07.1998 am	0.45	<p>— Rapport au Parlement du secrétaire d'État chargé de la Coopération au développement suite à l'introduction de la loi du 6 mars 1996 visant au contrôle de l'application des résolutions de la Conférence mondiale sur les femmes, réunie à Pékin du 4 au 14 septembre 1995. Décembre 1996. Rapporteuse: Mme Thijs. Discussion de la proposition d'avis. — <i>Verslag aan het Parlement van de staatssecretaris belast met de Ontwikkelingssamenwerking ingevolge de indiening van de wet van 6 maart 1996 strekkende tot controle op de toepassing van de resoluties van de Wereldvrouwenconferentie van Peking van 4 tot 14 september 1995. December 1996. Rapporteur: mevrouw Thijs. Bespreking van het voorstel van advies.</i></p> <p>— Proposition de résolution relative à la problématique des chances entre les femmes et les hommes dans le cadre de la réorganisation de la police (de Mme de Bethune et consorts); n° 1-754/1. — <i>Voorstel van resolutie betreffende de gelijke kansen voor vrouwen en mannen bij de reorganisatie van de politie (van mevrouw de Bethune c.s.); nr. 1-754/1.</i></p> <p>— Proposition de résolution relative à une procédure exceptionnelle de recrutement de femmes policiers, à l'occasion de la réforme des polices (de Mme Lizin); n° 1-910/1. Rapporteur: M. Caluwé. La proposition d'avis a été adoptée à l'unanimité (8 voix). Le rapport a été approuvé à l'unanimité (8 voix). — <i>Voorstel van resolutie betreffende het vaststellen van een bijzondere procedure om naar aanleiding van de politiehervorming vrouwelijke politieagenten in dienst te nemen (van mevrouw Lizin); nr. 1-910/1. Rapporteur: de heer Caluwé. Het voorstel van advies is eenparig aangenomen (8 stemmen). Het verslag is eenparig goedgekeurd (8 stemmen).</i></p>
09.07.1998 pm	0.20	<p>— Note introductive à un débat concernant les implications de la société de l'information (de Mme Joëlle Milquet et consorts); n° 1-751/1. Rapporteuse: Mme Nelis-Van Liedekerke. Le rapport a été approuvé à l'unanimité (8 voix). — <i>Inleiding tot een debat over de gevolgen van de informatiemaatschappij (van mevrouw Joëlle Milquet c.s.); nr. 1-751/1. Rapporteur: mevrouw Nelis-Van Liedekerke. Het verslag is eenparig goedgekeurd (8 stemmen).</i></p> <p>— Rapport au Parlement du secrétaire d'État chargé de la Coopération au développement suite à l'introduction de la loi du 6 mars 1996 visant au contrôle de l'application des résolutions de la Conférence mondiale sur les femmes, réunie à Pékin du 4 au 14 septembre 1995. Décembre 1996. Rapporteuse: Mme Thijs. La proposition d'avis a été adoptée à l'unanimité (8 voix). Le rapport a été approuvé à l'unanimité (8 voix). — <i>Verslag aan het Parlement van de staatssecretaris belast met de Ontwikkelingssamenwerking ingevolge de indiening van de wet van 6 maart 1996 strekkende tot controle op de toepassing van de resoluties van de Wereldvrouwenconferentie van Peking van 4 tot 14 september 1995. December 1996. Rapporteur: mevrouw Thijs. Het voorstel van advies is eenparig aangenomen (8 stemmen). Het verslag is eenparig goedgekeurd (8 stemmen).</i></p>

SESSION DE 1998-1999

ZITTING 1998-1999

Date — Datum	Durée — Duur	Ordre du jour — Agenda
14.10.1998	0.50	<p>— Les femmes et la politique (propositions n^{os} 1-584/1, 1-657/1, 1-743, 1-959/1 et 1-1096/1). Ordre des travaux. — <i>Vrouwen en politieke besluitvorming (voorstellen nrs. 1-584/1, 1-657/1, 1-743/1, 1-959/1 en 1-1096/1). Regeling van de werkzaamheden.</i></p> <p>— Rapport au Parlement de la ministre chargée de la politique de l'égalité des chances entre hommes et femmes en exécution de la loi du 6 mars 1996 visant au contrôle de l'application des résolutions de la Conférence mondiale sur les femmes, réunie à Pékin du 4 au 14 septembre 1995 - décembre 1997. Rapporteuse: Mme Van der Wildt. Ordre des travaux. — <i>Verslag aan het Parlement van de minister belast met het Gelijkekansenbeleid voor mannen en vrouwen ter uitvoering van de wet van 6 maart 1996 strekkende tot controle op de toepassing van de resoluties van de Wereldvrouwenconferentie van Peking van 4 tot 14 september 1995 - december 1997. Rapporteur: mevrouw Van der Wildt. Regeling van de werkzaamheden.</i></p> <p>— Préparation de la Conférence de la CCEC à Lisbonne, Portugal, les 29-30 octobre 1998. Ordre des travaux. — <i>Vorbereiding van de CCEC-Conferentie op 29 en 30 oktober 1998 te Lissabon, Portugal. Regeling van de werkzaamheden.</i></p>
21.10.1998	1.00	<p>— Préparation de la Conférence de la CCEC à Lisbonne, Portugal, les 29-30 octobre 1998. Discussion. — <i>Vorbereiding van de CCEC-Conferentie op 29 en 30 oktober 1998 te Lissabon, Portugal. Bespreking.</i></p> <p>— Les femmes et la politique (propositions n^{os} 1-584/1, 1-657/1, 1-743/1, 1-959/1 et 1-1096/1). Rapporteuse: Mme Delcourt-Pêtre. Exposé introductif des auteurs des propositions. Échange de vues. — <i>Vrouwen en politieke besluitvorming (voorstellen nrs. 1-584/1, 1-657/1, 1-743/1, 1-959/1 en 1-1096/1). Rapporteur: mevrouw Delcourt-Pêtre. Inleidende uiteenzetting door de indieners van de voorstellen. Gedachtewisseling.</i></p>
10.11.1998	1.30	<p>Les femmes et la politique (propositions n^{os} 1-584/1, 1-657/1, 1-743/1, 1-959/1, 1-1096/1, 1-1116/1 et 1-1113/1). Rapporteuse: Mme Delcourt-Pêtre. Discussion en vue de rendre un avis. — <i>Vrouwen en politieke besluitvorming (voorstellen nrs. 1-584/1, 1-657/1, 1-743/1, 1-959/1, 1-1096/1, 1-1116/1 en 1-1113/1). Rapporteur: mevrouw Delcourt-Pêtre. Bespreking met het oog op het uitbrengen van een advies.</i></p>
24.11.1998	1.35	<p>Les femmes et la politique (propositions n^{os} 1-584/1, 1-657/1, 1-743/1, 1-959/1, 1-1096/1, 1-1116/1, 1-1113/1, 1-639/1, 1-649/1 et 1-650/1). Rapporteuse: Mme Delcourt-Pêtre. Discussion en vue de rendre un avis. Échange de vues. — <i>Vrouwen en politieke besluitvorming (voorstellen nrs. 1-584/1, 1-657/1, 1-743/1, 1-959/1, 1-1096/1, 1-1116/1, 1-1113/1, 1-639/1, 1-649/1 en 1-650/1). Rapporteur: mevrouw Delcourt-Pêtre. Bespreking met het oog op het uitbrengen van een advies. Gedachtewisseling.</i></p>
25.11.1998	1.15	<p>Échange de vue sur une proposition de modification du Règlement du Sénat afin de régler les travaux en cas de congé de maternité d'une sénatrice. — <i>Gedachtewisseling over een voorstel tot wijziging van het Reglement van de Senaat met het oog op de regeling van de werkzaamheden in geval van zwangerschapsverlof van een senator.</i></p>
01.12.1998	1.45	<p>Les femmes et la politique (propositions n^{os} 1-584/1, 1-657/1, 1-743/1, 1-959/1, 1-1096/1, 1-1116/1, 1-1113/1, 1-639/1, 1-649/1, 1-650/1, et 1-1150/1). Rapporteuse: Mme Delcourt-Pêtre. Échange de vues. Audition. Discussion en vue de rendre un avis. — <i>Vrouwen en politieke besluitvorming (voorstellen nrs. 1-584/1, 1-657/1, 1-743/1, 1-959/1, 1-1096/1, 1-1116/1, 1-1113/1, 1-639/1, 1-649/1, 1-650/1 en 1-1150/1). Rapporteur: mevrouw Delcourt-Pêtre. Gedachtewisseling. Hoorzitting. Bespreking met het oog op het uitbrengen van een advies.</i></p>
08.12.1998	1.45	<p>Les femmes et la politique (propositions n^{os} 1-584/1, 1-657/1, 1-743/1, 1-959/1, 1-1096/1, 1-1116/1, 1-1113/1, 1-639/1, 1-649/1, 1-650/1, et 1-1150/1). Rapporteuse: Mme Delcourt-Pêtre. Échange de vues. Discussion en vue de rendre un avis. — <i>Vrouwen en politieke besluitvorming (voorstellen nrs. 1-584/1, 1-657/1, 1-743/1, 1-959/1, 1-1096/1, 1-1116/1, 1-1113/1, 1-639/1, 1-649/1, 1-650/1 en 1-1150/1). Rapporteur: mevrouw Delcourt-Pêtre. Gedachtewisseling. Bespreking met het oog op het uitbrengen van een advies.</i></p>
15.12.1998	2.15	<p>Les femmes et la politique (propositions n^{os} 1-584/1, 1-657/1, 1-743/1, 1-959/1, 1-1096/1, 1-1116/1, 1-1113/1, 1-639/1, 1-649/1, 1-650/1, et 1-1150/1). Rapporteuse: Mme Delcourt-Pêtre. Échange de vues. Discussion en vue de rendre un avis. — <i>Vrouwen en politieke besluitvorming (voorstellen nrs. 1-584/1, 1-657/1, 1-743/1, 1-959/1, 1-1096/1, 1-1116/1, 1-1113/1, 1-639/1, 1-649/1, 1-650/1 en 1-1150/1). Rapporteur: mevrouw Delcourt-Pêtre. Gedachtewisseling. Bespreking met het oog op het uitbrengen van een advies.</i></p>

Date — Datum	Durée — Duur	Ordre du jour — Agenda
16.12.1998	2.00	Les femmes et la politique (propositions n ^{os} 1-584/1, 1-657/1, 1-743/1, 1-959/1, 1-1096/1, 1-1116/1, 1-1113/1, 1-639/1, 1-649/1, 1-650/1, et 1-1150/1). Rapporteuse: Mme Delcourt-Pêtre. Échange de vues. La proposition d'avis a été adoptée à l'unanimité (8 voix). — <i>Vrouwen en politieke besluitvorming (voorstellen nrs. 1-584/1, 1-657/1, 1-743/1, 1-959/1, 1-1096/1, 1-1116/1, 1-1113/1, 1-639/1, 1-649/1, 1-650/1 en 1-1150/1). Rapporteur: mevrouw Delcourt-Pêtre. Gedachtewisseling. Het voorstel van advies is eenparig aangenomen (8 stemmen).</i>
13.01.1999	0.45	Ordre des travaux. — <i>Regeling van de werkzaamheden.</i>
26.01.1999	1.15	Les femmes et la politique (propositions n ^{os} 1-584/1, 1-657/1, 1-743/1, 1-959/1, 1-1096/1, 1-1116/1, 1-1113/1, 1-639/1, 1-649/1, 1-650/1, 1-1150/1 et 1-1154/1). Rapporteuse: Mme Delcourt-Pêtre. Lecture du rapport. — <i>Vrouwen en politieke besluitvorming (voorstellen nrs. 1-584/1, 1-657/1, 1-743/1, 1-959/1, 1-1096/1, 1-1116/1, 1-1113/1, 1-639/1, 1-649/1, 1-650/1, 1-1150/1 en 1-1154/1). Rapporteur: mevrouw Delcourt-Pêtre. Lezing van het verslag.</i>
29.01.1999	3.30	Audition publique du professeur J. Miranda, constitutionnaliste portugais, sur «L'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans la Constitution: l'exemple portugais». Rapporteuses: Mes Lizin et Cantillon. Échange de vues. — <i>Openbare hoorzitting met professor J. Miranda, Portugees constitutionalist, over «Gelijke kansen voor vrouwen en mannen in de Grondwet: het Portugese voorbeeld». Rapporteurs: de dames Lizin en Cantillon. Gedachtewisseling.</i>
02.02.1999	1.40	— Rapport au Parlement de la ministre chargée de la politique de l'égalité des chances entre hommes et femmes en exécution de la loi du 6 mars 1996 visant au contrôle de l'application des résolutions de la Conférence mondiale sur les femmes, réunie à Pékin du 4 au 14 septembre 1995 - décembre 1997. Rapporteuse: Mme Van der Wildt. Échange de vues. — <i>Verslag aan het Parlement van de minister belast met het Gelijkekansenbeleid voor mannen en vrouwen ter uitvoering van de wet van 6 maart 1996 strekkende tot controle op de toepassing van de resoluties van de Wereldvrouwenconferentie van Peking van 4 tot 14 september 1995 - december 1997. Rapporteur: mevrouw Van der Wildt. Gedachtewisseling.</i> — Ordre des travaux. — <i>Regeling van de werkzaamheden.</i>
04.02.1999	0.05	— Les femmes et la politique (propositions n ^{os} 1-584/1, 1-657/1, 1-743/1, 1-959/1, 1-1096/1, 1-1116/1, 1-1113/1, 1-639/1, 1-649/1, 1-650/1, 1-1150/1 et 1-1154/1). Rapporteuse: Mme Delcourt-Pêtre. Le rapport a été approuvé à l'unanimité (8 voix). — <i>Vrouwen en politieke besluitvorming (voorstellen nrs. 1-584/1, 1-657/1, 1-743/1, 1-959/1, 1-1096/1, 1-1116/1, 1-1113/1, 1-639/1, 1-649/1, 1-650/1, 1-1150/1 en 1-1154/1). Rapporteur: mevrouw Delcourt-Pêtre. Het verslag van advies is eenparig goedgekeurd (8 stemmen).</i>
02.03.1999	2.00	— Proposition de déclaration de révision de l'article 10 de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives au droit des femmes et des hommes à l'égalité (de Mme de Bethune et consorts); n ^o 1-584/1. Lecture du rapport de Mme Lizin et Mme Cantillon sur l'audition du professeur J. Miranda sur «L'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans la Constitution: l'exemple portugais». — <i>Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 10 van de Grondwet, om nieuwe bepalingen in te voegen betreffende het recht op gelijkheid van vrouwen en mannen (van mevrouw de Bethune c.s.); nr. 1-584/1. Lezing van het verslag van de dames Lizin en Cantillon over de hoorzitting met professor J. Miranda over «Gelijke kansen voor vrouwen en mannen in de Grondwet: het Portugese voorbeeld».</i> — Rapport au Parlement de la ministre chargée de la politique de l'égalité des chances entre hommes et femmes en exécution de la loi du 6 mars 1996 visant au contrôle de l'application des résolutions de la Conférence mondiale sur les femmes, réunie à Pékin du 4 au 14 septembre 1995 - décembre 1997. Rapporteuse: Mme Van der Wildt. Discussion en vue de rendre un avis. — <i>Verslag aan het Parlement van de minister belast met het Gelijkekansenbeleid voor mannen en vrouwen ter uitvoering van de wet van 6 maart 1996 strekkende tot controle op de toepassing van de resoluties van de Wereldvrouwenconferentie van Peking van 4 tot 14 september 1995 - december 1997. Rapporteur: mevrouw Van der Wildt. Bespreking met het oog op het uitbrengen van een advies.</i> — Deuxième conférence des commissions parlementaires chargées de la politique de l'égalité des chances des femmes et des hommes dans les États membres de l'Union européenne et au Parlement européen (CCEC). Évaluation. Rapporteuse: Mme Lizin. Discussion. — <i>Tweede conferentie van de parlementaire commissies bevoegd voor gelijke kansen van vrouwen en mannen in de lidstaten van de Europese Unie en in het Europees Parlement (CCEC). Evaluatie. Rapporteur: mevrouw Lizin. Bespreking.</i>

Date — Datum	Durée — Duur	Ordre du jour — Agenda
09.03.1999	1.15	<p>— Proposition de déclaration de révision de l'article 10 de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives au droit des femmes et des hommes à l'égalité (de Mme de Bethune et consorts); n° 1-584/1. Lecture du rapport de Mme Lizin et Mme Cantillon sur l'audition du professeur J. Miranda sur «L'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans la Constitution: l'exemple portugais». Discussion des conclusions — <i>Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 10 van de Grondwet, om nieuwe bepalingen in te voegen betreffende het recht op gelijkheid van vrouwen en mannen (van mevrouw de Bethune c.s.); nr. 1-584/1. Lezing van het verslag van de dames Lizin en Cantillon over de hoorzitting met professor J. Miranda over «Gelijke kansen voor vrouwen en mannen in de Grondwet: het Portugese voorbeeld». Bespreking van de conclusies.</i></p> <p>— Évaluation des activités du Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes pendant la législature actuelle. Rapporteuse: Mme Thijs. Discussion. — <i>Evaluatie van de werkzaamheden van het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen tijdens deze legislatuur. Rapporteur: mevrouw Thijs. Bespreking.</i></p>
23.03.199	1.00	<p>— Rapport au Parlement de la ministre chargée de la politique de l'égalité des chances entre hommes et femmes en exécution de la loi du 6 mars 1996 visant au contrôle de l'application des résolutions de la Conférence mondiale sur les femmes, réunie à Pékin du 4 au 14 septembre 1995 - décembre 1997. Rapporteuse: Mme Van der Wildt. Fin de la discussion en vue de rendre un avis. — <i>Verslag aan het Parlement van de minister belast met het Gelijkekansenbeleid voor mannen en vrouwen ter uitvoering van de wet van 6 maart 1996 strekkende tot controle op de toepassing van de resoluties van de Wereldvrouwenconferentie van Peking van 4 tot 14 september 1995 - december 1997. Rapporteur: mevrouw Van der Wildt. Einde van de bespreking met het oog op het uitbrengen van een advies.</i></p> <p>— Évaluation des activités du Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes pendant la législature actuelle. Rapporteuse: Mme Thijs. Fin de la discussion sur les conclusions. — <i>Evaluatie van de werkzaamheden van het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen tijdens deze legislatuur. Rapporteur: mevrouw Thijs. Einde van de bespreking van de conclusies.</i></p> <p>— Rapport sur la deuxième conférence des commissions parlementaires chargées de la politique de l'égalité des chances des femmes et des hommes dans les États membres de l'Union européenne et au Parlement européen (CCEC). Rapporteuse: Mme Lizin. Fin de la discussion. — <i>Tweede conferentie van de parlementaire commissies bevoegd voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen in de lidstaten van de Europese Unie en in het Europees Parlement (CCEC). Rapporteur: mevrouw Lizin. Einde van de bespreking.</i></p> <p>— Proposition de déclaration de révision de l'article 10 de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives au droit des femmes et des hommes à l'égalité (de Mme de Bethune et consorts); n° 1-584/1. Lecture du rapport de Mme Lizin et Mme Cantillon sur l'audition du professeur J. Miranda sur «L'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans la Constitution: l'exemple portugais». — <i>Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 10 van de Grondwet, om nieuwe bepalingen in te voegen betreffende het recht op gelijkheid van vrouwen en mannen (van mevrouw de Bethune c.s.); nr. 1-584/1. Lezing van het verslag van de dames Lizin en Cantillon over de hoorzitting met professor J. Miranda over «Gelijke kansen voor vrouwen en mannen in de Grondwet: het Portugese voorbeeld».</i></p>
01.04.1999	0.10	<p>— Rapport au Parlement de la ministre chargée de la politique de l'égalité des chances entre hommes et femmes en exécution de la loi du 6 mars 1996 visant au contrôle de l'application des résolutions de la Conférence mondiale sur les femmes, réunie à Pékin du 4 au 14 septembre 1995 - décembre 1997. Le rapport de Mme Van der Wildt a été approuvé à l'unanimité (9 voix). — <i>Verslag aan het Parlement van de minister belast met het Gelijkekansenbeleid voor mannen en vrouwen ter uitvoering van de wet van 6 maart 1996 strekkende tot controle op de toepassing van de resoluties van de Wereldvrouwenconferentie van Peking van 4 tot 14 september 1995 - december 1997. Het verslag van mevrouw Van der Wildt is eenparig goedgekeurd (9 stemmen).</i></p> <p>— Évaluation des activités du Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes pendant la législature actuelle. Le rapport de Mme Thijs a été approuvé à l'unanimité (10 voix). — <i>Evaluatie van de werkzaamheden van het Adviescomité voor gelijke kansen voor vrouwen en mannen tijdens deze legislatuur. Het verslag van mevrouw Thijs is eenparig goedgekeurd (10 stemmen).</i></p>

Date — Datum	Durée — Duur	Ordre du jour — Agenda
--------------------	--------------------	------------------------------

— Rapport sur la deuxième conférence des commissions parlementaires chargées de la politique de l'égalité des chances des femmes et des hommes dans les États membres de l'Union européenne et au Parlement européen (CCEC). Le rapport de Lizin a été approuvé à l'unanimité (10 voix). — *Tweede conferentie van de parlementaire commissies bevoegd voor gelijke kansen van vrouwen en mannen in de lidstaten van de Europese Unie en in het Europees Parlement (CCEC). Het verslag van mevrouw Lizin is eenparig goedgekeurd (10 stemmen).*

— Proposition de déclaration de révision de l'article 10 de la Constitution, en vue d'y insérer des dispositions nouvelles relatives au droit des femmes et des hommes à l'égalité (de Mme de Bethune et consorts); n° 1-584/1. Le rapport de Mme Lizin et Mme Cantillon sur l'audition du professeur J. Miranda sur «L'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans la Constitution: l'exemple portugais» a été approuvé à l'unanimité (10 voix). — *Voorstel van verklaring tot herziening van artikel 10 van de Grondwet, om nieuwe bepalingen in te voegen betreffende het recht op gelijkheid van vrouwen en mannen (van mevrouw de Bethune c.s.); nr. 1-584/1. Het verslag van de dames Lizin en Cantillon over de hoorzitting met professor J. Miranda over «Gelijke kansen voor vrouwen en mannen in de Grondwet: het Portugese voorbeeld» is eenparig goedgekeurd (10 stemmen).*

ANNEXE 2**LISTE DES ADRESSES DES EXPERT(E)S, ENTENDU(E)S PARLECOMITÉD'AVISPOURL'ÉGALITÉDESCHANCES ENTRE LES HOMMES ET LES FEMMES****1. Audition sur la proposition de loi visant à réduire la violence conjugale**

Mevrouw Inge Dewil, voorzitter

Mevrouw Lut Van Parijs, vormingswerkster

«Stichting Vrouwen tegen mishandeling»

Amazone

Middaglijnstraat 10-14

1210 Brussel

Mme Myriam De Vinck, coordinatrice

«Coordination des groupes contre la violence faite aux femmes (COVIF)» et «Centre de prévention des violences conjugales et familiales ASBL»

Rue Blanche 29

1060 Bruxelles

2. Audition sur le Fonds d'équipements et des services collectifs

Mme Marie-Josée Laloy

Présidente de l'Office de la Naissance et de l'Enfance

86, Avenue de la Toison d'Or

1060 Bruxelles

De heer Johan Verstraeten

Administrateur-generaal

Rijksdienst voor Kinderbijslag voor werknemers/ONAFTS

Trierstraat 70

1040 Brussel

De heer Lieven Vandenberghe

Kind en Gezin

Hallepoortlaan 27

1060 Brussel

De heer de Vos

ACLVB/CGSLB

Koning Albertlaan 95

9000 Gent

Mevrouw Adnet

VBO/FEB

Ravensteinstraat 4

1000 Brussel

Mevrouw Meyns

ACV/CSC

Wetstraat 121

1040 Brussel

De heer Van Daele

ABVV/FGTB

Hoogstraat 42

1000 Brussel

3. Audition sur l'évaluation du nouveau Traité européen d'Amsterdam concernant l'égalité des femmes et des hommes

Mevrouw Mieke Van Haegendoren, hoogleraar

Voorzitster

Nederlandstalige Vrouwenraad

Amazone

Middaglijnstraat 10-14

1210 Brussel

Mme Barbara Hellferich

European Women's Lobby

22, rue du Méridien

1210 Bruxelles

BIJLAGE 2**ADRESSENLIJST VAN DE DOOR HET ADVIESCOMITÉ VOOR GELIJKE KANSEN VAN VROUWEN EN MANNEN GEHOORDE EXPERTS****1. Hoorzitting betreffende het wetsvoorstel om het echtelijk geweld aan banden te leggen**

Mevrouw Inge Dewil, voorzitter

Mevrouw Lut Van Parijs, vormingswerkster

«Stichting Vrouwen tegen mishandeling»

Amazone

Middaglijnstraat 10-14

1210 Brussel

Mme Myriam De Vinck, coordinatrice

«Coordination des groupes contre la violence faite aux femmes (COVIF)» et «Centre de prévention des violences conjugales et familiales ASBL»

Rue Blanche 29

1060 Bruxelles

2. Hoorzitting betreffende het Fonds voor collectieve uitrustingen en diensten

Mme Marie-Josée Laloy

Présidente de l'Office de la Naissance et de l'Enfance

86, Avenue de la Toison d'Or

1060 Bruxelles

De heer Johan Verstraeten

Administrateur-generaal

Rijksdienst voor Kinderbijslag voor werknemers/ONAFTS

Trierstraat 70

1040 Brussel

De heer Lieven Vandenberghe

Kind en Gezin

Hallepoortlaan 27

1060 Brussel

De heer de Vos

ACLVB/CGSLB

Koning Albertlaan 95

9000 Gent

Mevrouw Adnet

VBO/FEB

Ravensteinstraat 4

1000 Brussel

Mevrouw Meyns

ACV/CSC

Wetstraat 121

1040 Brussel

De heer Van Daele

ABVV/FGTB

Hoogstraat 42

1000 Brussel

3. Hoorzitting betreffende het nieuwe Europese Verdrag van Amsterdam in het licht van de gelijkheid van vrouwen en mannen

Mevrouw Mieke Van Haegendoren, hoogleraar

Voorzitster

Nederlandstalige Vrouwenraad

Amazone

Middaglijnstraat 10-14

1210 Brussel

Mme Barbara Hellferich

European Women's Lobby

22, rue du Méridien

1210 Bruxelles

Mme Béatrice Hertogs
Confédération européenne des syndicats
155, Bld. E. Jacqmain
1210 Bruxelles

Mme Éliane Vogel-Polsky, Prof. em.
3, chemin des Champs
1380 Lasne

Mme Jacqueline de Grootte
Conseil des femmes francophones de Belgique
10-14, rue du Méridien
1210 Bruxelles

4. Audition sur «Les femmes dans la société d'information»

Mevrouw Mieke Van Nuland
Directrice

Mevrouw Lut Verstappen
Documentaliste
Amazone
Middaglijnstraat 10
1210 Brussel

Mevrouw Colette de Troy
European Women's Lobby
Rue du Méridien 22
1210 Bruxelles

Mevrouw Gillian Marcelle
Technology policy specialist
The United Nations University
INTECH - Institute for New Technologies
Keizer Karelplein 19
NL-6211 TC Maastricht

Mevrouw Oliva Acosta
Communications expert for the United Nations
Communication for Development
Rue de Savoie 95
1060 Bruxelles

M. Ursula Huws
Communications expert for the European Commission
Analytica
46 Ferntower Road
UK - London N5 2JH

De heer Bruno Mens
Voorzitter Directiecomité van de APSD

De heer Roland Walraet
APSD/SGAP
Koningsstraat 47
1000 Brussel

5. Audition sur «Les femmes et la coopération au développement»

Mevrouw Roos Maes
Broederlijk Delen
Huidevettersstraat 165
1000 Brussel

Mevrouw Hélène Ryckmans
Le monde selon les femmes
Quai du Commerce 9
1000 Bruxelles

Mme Elisabeth Drory
Commission femmes et développement
AGCD
Rue de Buis 32
1170 Bruxelles

Mme Béatrice Hertogs
Confédération européenne des syndicats
155, Bld. E. Jacqmain
1210 Bruxelles

Mme Éliane Vogel-Polsky, Prof. em.
3, chemin des Champs
1380 Lasne

Mme Jacqueline de Grootte
Conseil des femmes francophones de Belgique
10-14, rue du Méridien
1210 Bruxelles

4. Hoorzitting betreffende «Vrouwen in de informatiemaatschappij»

Mevrouw Mieke Van Nuland
Directrice

Mevrouw Lut Verstappen
Documentaliste
Amazone
Middaglijnstraat 10
1210 Brussel

Mevrouw Colette de Troy
European Women's Lobby
Rue du Méridien 22
1210 Bruxelles

Mevrouw Gillian Marcelle
Technology policy specialist
The United Nations University
INTECH - Institute for New Technologies
Keizer Karelplein 19
NL-6211 TC Maastricht

Mevrouw Oliva Acosta
Communications expert for the United Nations
Communication for Development
Rue de Savoie 95
1060 Bruxelles

M. Ursula Huws
Communications expert for the European Commission
Analytica
46 Ferntower Road
UK - London N5 2JH

De heer Bruno Mens
Voorzitter Directiecomité van de APSD

De heer Roland Walraet
APSD/SGAP
Koningsstraat 47
1000 Brussel

5. Hoorzittingen betreffende «Vrouwen en ontwikkelingsamenwerking»

Mevrouw Roos Maes
Broederlijk Delen
Huidevettersstraat 165
1000 Brussel

Mevrouw Hélène Ryckmans
Le monde selon les femmes
Quai du Commerce 9
1000 Bruxelles

Mme Elisabeth Drory
Commission femmes et développement
AGCD
Rue de Buis 32
1170 Bruxelles

Mevrouw Ria Heremans
UNIFEM
VN-Infocentrum
De Broquevillelaan 40
1200 Brussel

Mevrouw Myriam Keustermans
NCOS
Vlasfabriekstraat 11
1060 Brussel

Mme Brigitte Gloire
OXFAM solidarité
Rue du Conseil 39
1050 Bruxelles

Mevrouw Karin Lievens
OXFAM-solidariteit
Raadstraat 39
1050 Brussel

Mevrouw Lut Vandamme
Vredeseilanden-Coopibo
Blijde Inkomststraat 50
3000 Leuven
WIDE

Mme Van Herpen
Rue du Commerce 72
1000 Bruxelles
Commission européenne

M. Philippe Darmuzey
Chef d'Unité — DGVII — Unité 8A2 n° 742
Rue de Genève 12
1140 Evere

Mme Danielle de Lame
Musée Royal d'Afrique Centrale
Chaussée de Louvain 13
3080 Tervuren

6. Audition sur «L'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans le cadre de la réorganisation de la police»

Europees netwerk van politievrouwen

Mevrouw Trudy Manders
Postbus 1102
NL - 3800 BC Amersfoort
Europees netwerk van politievrouwen

Mevrouw Ingeborg Hofstede
Postbus 1102
NL - 3800 BC Amersfoort
Europees netwerk van politievrouwen

Ms Judy Davison
Président
Commander of the City of London Police HQ
26 Old Jewellery
UK - London EC2R 8DJ

Mevrouw Lieutenant Gwen Merckx
Voorzitster DGP/DPSI
Fritz Toussaintstraat 47
1050 Brussel

Mme Francine Biot
Trésorière
Réunion des Femmes policières belges asbl
Commissaire de police de Charleroi
Rue Général de Gaulle 72
6020 Charleroi

De heer Dirk van Aerschot
DGP/DPOO
Fritz Toussaintstraat 47
1050 Brussel

Mevrouw Ria Heremans
UNIFEM
VN-Infocentrum
De Broquevillelaan 40
1200 Brussel

Mevrouw Myriam Keustermans
NCOS
Vlasfabriekstraat 11
1060 Brussel

Mme Brigitte Gloire
OXFAM solidarité
Rue du Conseil 39
1050 Bruxelles

Mevrouw Karin Lievens
OXFAM-solidariteit
Raadstraat 39
1050 Brussel

Mevrouw Lut Vandamme
Vredeseilanden-Coopibo
Blijde Inkomststraat 50
3000 Leuven
WIDE

Mme Van Herpen
Rue du Commerce 72
1000 Bruxelles
Commission européenne

M. Philippe Darmuzey
Chef d'Unité — DGVII — Unité 8A2 n° 742
Rue de Genève 12
1140 Evere

Mme Danielle de Lame
Musée Royal d'Afrique Centrale
Chaussée de Louvain 13
3080 Tervuren

6. Hoorzitting betreffende «Gelijke kansen voor vrouwen en mannen bij de reorganisatie van de politie»

Europees netwerk van politievrouwen

Mevrouw Trudy Manders
Postbus 1102
NL - 3800 BC Amersfoort
Europees netwerk van politievrouwen

Mevrouw Ingeborg Hofstede
Postbus 1102
NL - 3800 BC Amersfoort
Europees netwerk van politievrouwen

Ms Judy Davison
Président
Commander of the City of London Police HQ
26 Old Jewellery
UK - London EC2R 8DJ

Mevrouw Lieutenant Gwen Merckx
Voorzitster DGP/DPSI
Fritz Toussaintstraat 47
1050 Brussel

Mme Francine Biot
Trésorière
Réunion des Femmes policières belges asbl
Commissaire de police de Charleroi
Rue Général de Gaulle 72
6020 Charleroi

De heer Dirk van Aerschot
DGP/DPOO
Fritz Toussaintstraat 47
1050 Brussel

De heer Marc Bloeyaert
Directeur
West-Vlaamse Politieschool vzw
Koning Leopold III-laan 41
8200 Sint-Andries (Brugge)

De heer Marc Bloeyaert
Directeur
West-Vlaamse Politieschool vzw
Koning Leopold III-laan 41
8200 Sint-Andries (Brugge)

7. Audition sur «La politique de l'égalité des chances - Loi Pékin»

Mme Lauwers
Conseil des femmes francophones de Belgique
Amazone
Rue du Méridien 10
1210 Bruxelles
Mevrouw Mieke Van Haegendoren, hoogleraar
Voorzitster
Nederlandstalige Vrouwenraad
Middaglijnstraat 10
1210 Brussel

7. Hoorzitting betreffende «Gelijke kansenbeleid-WetPeking»

Mme Lauwers
Conseil des femmes francophones de Belgique
Amazone
Rue du Méridien 10
1210 Bruxelles
Mevrouw Mieke Van Haegendoren, hoogleraar
Voorzitster
Nederlandstalige Vrouwenraad
Middaglijnstraat 10
1210 Brussel

8. Audition sur «Les femmes et la politique»

Mevrouw Petra Meier
Wetenschappelijk Medewerkster
Vrije Universiteit Brussel
Centrum Politicologie
Pleinlaan 2
1050 Brussel

8. Hoorzitting betreffende «Vrouwen en politieke besluitvorming»

Mevrouw Petra Meier
Wetenschappelijk Medewerkster
Vrije Universiteit Brussel
Centrum Politicologie
Pleinlaan 2
1050 Brussel

9. Audition sur «L'égalité des chances entre les femmes et les hommes dans la Constitution : l'exemple portugais»

Prof. Doctor Jorge Miranda
Faculdade de Direito da Universidade de Lisboa
Almeda da Universidade
1699 Lisboa Codex

9. Hoorzitting betreffende «Gelijke kansen voor vrouwen en mannen in de Grondwet : het Portugese voorbeeld»

Prof. Doctor Jorge Miranda
Faculdade de Direito da Universidade de Lisboa
Almeda da Universidade
1699 Lisboa Codex